

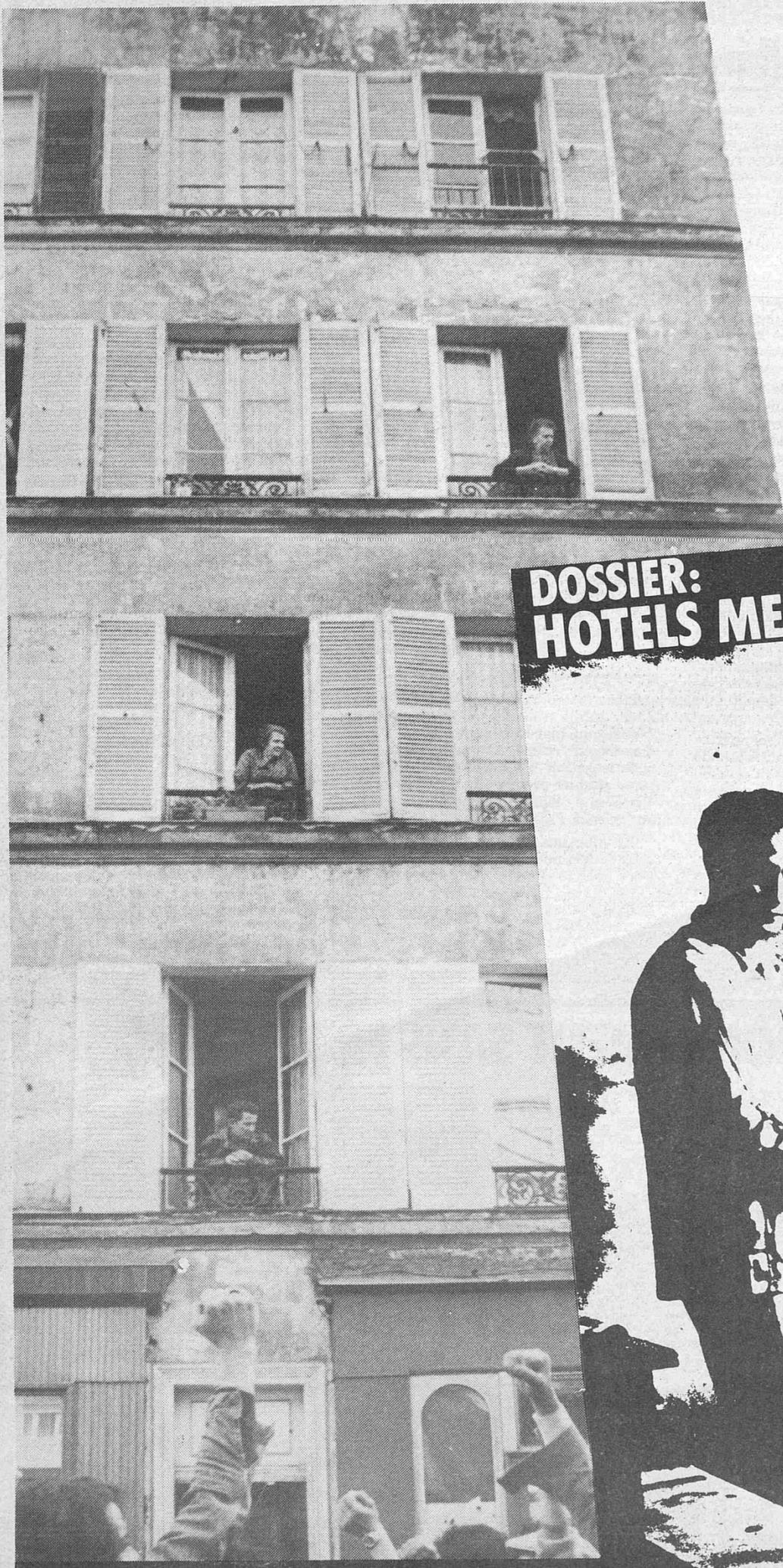
SANS FRONTIÈRE

bimensuel pour un hebdo de l'immigration

11 mars 1980

4f. 700 liras 35f.b

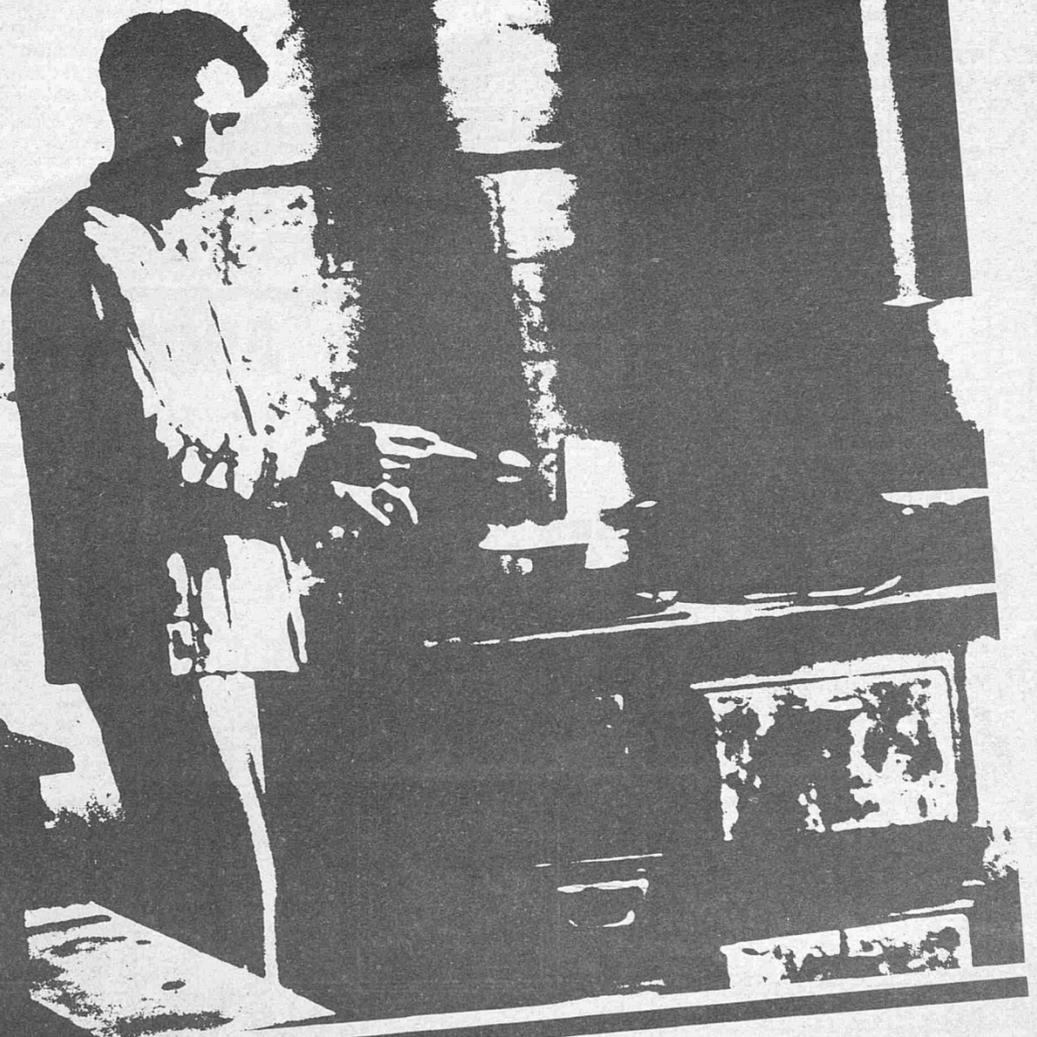
n°9



Zimbabwe: l'aube d'une libération

Les arméniens à Marseille

**DOSSIER:
HOTELS MEUBLES**



Inoubliable Maroc

La plupart des touristes étrangers qui viennent au Maroc sont ébahis par le soleil, la mer, la nature. Ils ne voient que cela ou peut-être ne veulent-ils voir que cela; car derrière le soleil, la mer, la nature, il y a les bidonvilles, la misère, la répression. Les prisons regorgent de prisonniers politiques, syndicaux, de paysans, de travailleurs, d'étudiants, dont le seul grief est d'avoir défendu leurs droits, d'avoir lutté pour leur bien-être, pour leurs droits spoliés, pour l'élargissement des libertés et pour une véritable démocratie. Les touristes doivent savoir une chose : c'est qu'au Maroc, il y a plus de gens qui vivent dans des conditions déplorables : nourriture, habitat, hygiène, éducation.

Je crois que les touristes ne le remarquent à travers ce qu'ils voient que par accident ou par simple coïncidence: par exemple, le nombre grandissant des mendiants etc ...

Actuellement au Maroc, il y a près de 500 prisonniers politiques et dernièrement il y a eu des arrestations d'étudiants qui ont été condamnés à des peines de prison, tout simplement parce qu'ils organisent un meeting en commémoration pour les étudiants détenus. Le régime réactionnaire anti-populaire et anti-démocratique marocain, sous la domination des multinationales américaines et françaises, exploite sauvagement le peuple marocain et se remplit les poches au détriment des paysans et ouvriers marocains. Et à la moindre contestation, les forces de la répression interviennent pour réprimer dans le sang tout soulèvement tel celui des paysans du Rif en 1959, le soulèvement des paysans de l'Atlas, le soulèvement populaire de Casablanca le 23 mars 1965, le soulèvement paysans de Ouled Khalfa en 1970 contre le vol de leurs terres par le propre frère du roi du Maroc, et les procès préfabriqués de 1977 où 103 militants ont été condamnés à de lourdes peines allant jusqu'à la condamnation à perpétuité, et ceux des paysans, syndicalistes, hommes politiques progressistes marocains. Personne n'échappe à la répression : hommes, femmes, enfants. Car la femme marocaine en plus de la répression qu'elle subit de la part du régime mis en place, vit actuellement dans les conditions les plus déplorables; aucun de ses droits n'est respecté; même pas le droit à la vie; la polygamie existe, l'homme a le droit de répudier sa femme quand il le désire. Ceci est dû à des traditions qui existent depuis des siècles et aussi à la position du régime conservateur, qui dans son propre intérêt, et contre l'émancipation de la femme la prive de participer d'une manière l'égal à l'évolution de la société marocaine, ainsi qu'à la défense de ses droits au travail, à l'égalité, au respect de sa dignité, puisqu'elle constitue pour ce régime un danger, car la femme a toujours prouvé en pratique qu'elle était l'égal de l'homme en participant aux

révolutions, aux développement des pays etc ...

Est-ce la l'inoubliable Maroc que nous montre la publicité qui en plus utilise la femme comme l'objet d'attraction pour le touriste et comme un moyen commercial pour vanter le charme de ce pays, certes réel mais qui cache la réalité quotidienne de la misère, de l'inégalité, de la répression, de la torture et de l'arbitraire.

Un étudiant marocain de Nantes

Monsieur Collaro

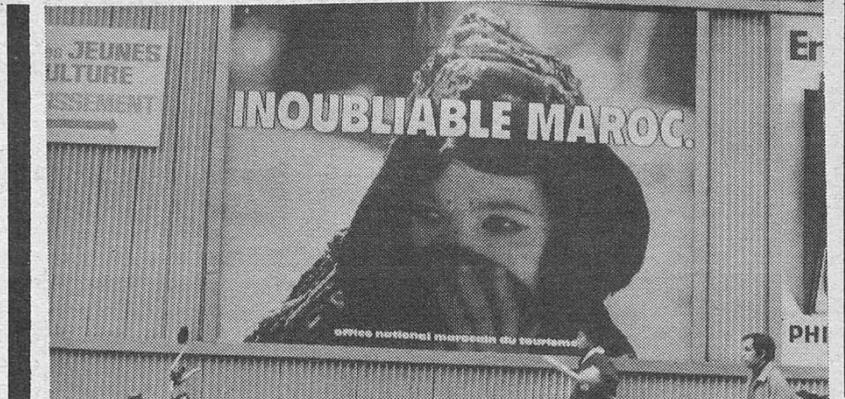
J'étais sur le point de sortir, ce matin, quand un nom prestigieux fut prononcé dans votre émission : celui de notre grand Emir Abdelkader Glorieux Résistant, Héros de la Nation Algérienne et Chef de tous les Algériens. Ce nom illustre fut évoqué à propos d'une pièce qui lui aurait appartenu et qui serait actuellement en possession de l'un de vos auditeurs.

Le but essentiel de cette lettre est de relever l'absurde affirmation par laquelle vous avez présenté un compagnon du Duc d'Aumale, le général dit Yousouf comme un grand berbère qui se serait illustré contre la résistance algérienne pendant la conquête de l'Algérie.

Je ne reviendrai pas sur certains détails historiques comme par exemple les défaites infligées par l'Emir aux forces d'invasion de l'époque. Je me bornerai seulement à vous inviter, Monsieur, à vous limiter à l'objet de votre émission et de ne pas vous ériger en l'historien que vous ne semblez pas être.

En effet, celui que vous présentez comme un général ... berbère (1) n'est rien d'autre que ... Joseph VANTINI ou VANINI, général bien français d'origine italienne, né dans l'île d'Elbe (1810-1866) (2). Ce dernier a fini par être surnommé « Yousouf » parce que tout simplement, Yousouf est l'équivalent musulman de Joseph, et c'est ainsi qu'il devait être désigné par ses adversaires de l'époque.

Avouez qu'il y avait là de quoi abattre la fierté d'un Algérien (surtout natif de la région de Kabylie), et surtout alimenter la fâcheuse idée reçue qui consiste à présenter le berbère - à la peau plus claire (!) - comme « plutôt proche » (...) du Français (...). Et pourquoi pas comme l'allié objectif du colonialisme (à son époque) puis du néocolonialisme à présent toujours menaçant (3). Quand les médias cesseront-elles de présenter, ça et là telles chansons ou telles œuvres littéraires de tels auteurs algériens d'expression française comme des œuvres ... kabyles. Alors qu'il s'agit tout



simplement d'œuvres algériennes. Comme si la Kabylie n'était qu'un département français !! Comme si l'Algérie n'existait pas en tant que nation souveraine respectée et reconnue !!!

Cela n'est pas sérieux Monsieur Collaro, vous qui êtes Français avant tout, mais peut être Breton, Auvergnat ou Alsacien d'origine, vous devriez - comme bon nombre de vos confrères de la presse écrite et parlée - prendre conscience de l'existence en France parmi vos lecteurs ou auditeurs potentiels, de centaines de millions d'étrangers qui ont droit à des égards et aux sensibilités desquels vous devez être plus attentifs en commandant au moins à votre ignorance (nous en avons tous) de s'abstenir. Car cette dernière est cause de biens de dégâts.

Il y va de l'honneur, de la dignité des autres et, par là même, de l'amitié entre les peuples à laquelle vous vous devez de contribuer.

Mohamed Chouicha

Réponse à Monsieur Ripault

Dans votre précédent numéro vous avez publié une lettre d'un certain Monsieur Ghislain Ripault qui se plaint d'avoir été abusé par moi lors de la représentation de « Drenière Prosopopée » (Cahier premier de l'exil de Hédi Brahém) de Khaled Salehddine le 4.2.80 au Théâtre Présent.

Je vous prie de bien vouloir insérer cette brève mise au point : les invitations ont été effectivement adressées au C.I.L. de A. Laâbi ainsi qu'à Monsieur Ripault. C'est avec pure naïveté et profonde sincérité que j'avais cru que le texte était de Laâbi puisque d'une part c'est un texte de prison et d'autre part Salehddine était inconnu à ce moment,

du moins pour moi. Et comme Monsieur Ripault est EXPERT des textes de Laâbi, surtout puisqu'il détient le « label » Laâbi, je le remercie d'avoir « corrigé » cette erreur.

Monsieur Ripault devrait savoir qu'en l'invitant ce n'était pas pour faire la pèche ou la « retape » comme il le pense si « dégueullement », mais beaucoup plus pour sensibiliser les spectateurs sur les conditions de détention des prisonniers au Maroc ou ailleurs, durant les débats. Sachez, Monsieur Ripault que l'Aspic-Théâtre n'a pas d'« hameçon » à tendre à qui que ce soit; elle est loin d'être un souk où des aventuriers trouveraient fortune. Le commerce ne nous intéresse point. Les gens du négoce spécialistes en coups-bas sont là pour s'en régaler ! Autour de « Dernière Prosopopée » l'Aspic-Théâtre a ouvert une tribune à ceux qui veulent lutter activement pour la libération de tous les prisonniers; et non pour ceux qui confisquent les luttes derrière leurs bureaux et s'érigent en censeurs.

Monsieur Ripault parle de « label », de « gage », de « valeur », etc ... comme si Laâbi était de la marchandise et comme si l'Aspic-Théâtre était un marché ou (disons-le) une maison d'édition ! (Il faut savoir que Monsieur Ripault « fait » de l'édition ...).

Monsieur Ripault en tant qu'intellectuel va jusqu'à porter un jugement sur le spectacle et qualifie le texte de Khaled Salehddine de « prétentieux » et ce sans ambages !!! Monsieur Ripault, je n'ai pas de recette de grand-mère (...).

Hamma Meliani
Réalisateur de Prosopopée

(1) Comme si déjà à l'époque on distribuait généreusement des grades de généraux aux Indigènes. Combien en a-t-on distribué aux pauvres harkis actuellement retranchés dans de véritables réserves indiennes ?

(2) Voir le premier Larousse venu.

(3) C'est que certains nostalgiques n'arrivent pas encore à « digérer » cette Algérie réfractaire qui ne veut toujours pas se mettre au pas - comme tous les autres.

ABONNEMENT SANS FRONTIERE

SOUSCRIPTION A L'ORDRE DE SANS FRONTIERE

35 R. STEPHENSON 75018 PARIS

3 MOIS : 40 F 6 MOIS : 80 F 12 MOIS : 160 F
ABONNEMENT DE SOUTIEN A PARTIR DE 250 F
PAR AVION : 320 F

CCP 4209.OOF
PARIS

NOM :
CODE POSTAL :
VILLE :

CHEQUE BANCAIRE CCP

JE DESIRE AVOIR UN SPECIMEN
ET J'ENVOIE 3 TIMBRES A 1,30 f
 JE DESIRE ABONNER DEUX AMIS
 JE DESIRE ETRE DIFFUSEUR

SANS FRONTIERE 75018
35, RUE STEPHENSON PARIS

CCP 4209.OOF PARIS
NOM :
PRENOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL :
VILLE :

SANS FRONTIERE 75018
35, RUE STEPHENSON PARIS

CCP 4209.OOF PARIS
NOM :
PRENOM :
ADRESSE :
CODE POSTAL :
VILLE :

sansfrontiere

Administration-rédaction : 35 rue
Stephenson
75018 Paris. Tél. : 606 15 68.
Rédaction régionale Midi : Marseille
4 bis, Jean Trinquet. Tél. (91) 91 42 20.
Directeur de publication : Khali Hamoud.
Commission paritaire n° 61715.
CCP n° 420900F Paris.
Diffusion : N.M.P.P.
Imprimerie Voltaire Roto, 93 Montreuil.

sansfrontiere

LA COMMUNAUTÉ ARMÉNIENNE A MARSEILLE

1. Premières impressions

Marseille - Mosaïque ! Marseille patchwork (harmonieux) de nationalités ! Marseille porte de l'Afrique et de l'Orient ! Marseille-mythes ?

Images bien enracinées, et que renforce l'énumération des pays d'origine des Marseillais, et des migrations successives : Italiens, Espagnols et Portugais, Grecs et Arméniens, Juifs d'Afrique du Nord et Arabes, Vietnamiens, et Antillais, Comoriens et

Rencontrer des Arméniens, c'est tout d'abord et avant tout rencontrer leur Histoire, détour obligatoire et nécessaire tant il est vrai que le génocide des Arméniens est inoubliable, présent dans tout le discours, dans la vie de la communauté et sa presse; ce sera ma première découverte : alors que je voulais connaître la communauté arménienne de Marseille - et que de cette ville - on me parlera d'abord de la question arménienne, de l'holocauste de 1915, de sa négation intolérable par l'ONU.

24 avril 1915. C'est le début de l'extermination systématique des Arméniens par le pouvoir Ottoman. C'est le dernier de toute une série pour les Arméniens, et c'est le premier de ce siècle qui va en connaître bien d'autres, incapable qu'il est de s'arrêter après un si vigoureux départ dans l'horreur. On me donne des chiffres à plusieurs zéros, on me montre les photos de charniers mais le déclin ne se fera dans ma tête - je dois l'avouer - que lorsque je tombe sur un chiffre: il y avait six millions au quatorzième siècle, et il n'y en a toujours que six millions. Chiffre sûrement approximatif, mais révélateur d'un périple jalonné de massacres, d'invasions, et quasiment de résurrections. Histoire tourmentée, que nombre d'auteurs arméniens expliquent par la position géographique de leur patrie, au carrefour de plusieurs continents et de plusieurs civilisations.

21 octobre 1923. « Le Petit Provençal », journal marseillais public la lettre adressée au Ministre de l'intérieur par Mr Flaissières, sénateur-maire de la ville : « Depuis quelques temps, se produit vers la France, par Marseille, un redoutable courant d'immigration des peuples d'Orient notamment des Arméniens. Ces malheureux assurent qu'ils ont trop à redouter des Turcs pour rester chez eux. Au bénéfice de cette affirmation, hom-

mes, femmes, enfants plus de trois mille, se sont déjà abattus sur les quais de notre grandport... et l'on annonce que 40 000 de ces hôtes sont en route pour la France, ce qui revient à dire que la variole, le typhs, la peste se dirigent vers nous, s'ils n'y sont pas déjà en germes pullulants, depuis l'arrivée des premiers de ces immigrants dénués de tout, réfractaires à nos mœurs occidentales, rebelles à toute mesure d'hygiène, immobilisés dans leur indolence résignée, passive, ancestrale... La population marseillaise réclame du Gouvernement qu'il interdise rigoureusement l'entrée des portes françaises à ces immigrants, et qu'il rapatrie sans délai ces lamentables troupeaux humains, gros danger public pour le pays tout entier ».

24 avril 1915 : début de l'arménocide.

21 octobre 1923 : il n'y a que 3000 arméniens réfugiés à Marseille et les autres sont en route. Route sinueuse, faite de départs et d'installations, où les frontières traversées ne se comptent plus. De tous les Arméniens que nous rencontrons, aucun ne se rappelle que sa famille est venue directement à Marseille; toutes ont transité par l'Egypte ou la Grèce, la Roumanie ou l'Italie, la Tunisie ou le Liban.... Pour certains, Marseille n'est qu'une halte avant de monter vers Paris, et se créeront ainsi le long de la vallée du Rhône, les communautés arméniennes de Valence, Romans, Lyon, Grenoble.

Pour d'autres, commence « l'idylle » avec Marseille, « qu'ils ont adopté avec amour et qui le leur a bien rendu » vous dira-t-on ici et là.

A lire la lettre de M. Flaissières, on devine sans peine les difficultés qu'auront à affronter les Arméniens réfugiés à Marseille.

Arzoumanian, membre du collectif Parajdnor nous raconte : « Les problèmes ont été énormes pour les Arméniens qui se sont installés

Malgaches, les Marseillais de 1980 semblent vivre, en harmonie, ou du moins sans trop de heurts.

Comment sont-ils arrivés, comment ont-ils vécu et vivent actuellement ? Quels rapports ont-ils avec le français de souche et entre-eux ? Quels liens avec le pays du départ, la culture d'origine ? Sans Frontière a tenté le voyage - Première halte dans ce périple à travers les communautés : les Arméniens de Marseille.

en 1920 et 1930 ; « problèmes aigus d'intégration, de racisme ; l'insulte de sale Arménien était courante... ». Mme B. travaillant dans la confection se rappelle ses bagarres à l'école : « Il fallait que je donne des bonbons ou des quolibets aux petites Françaises pour ne pas me faire tabasser... » et les jeux de mots sur les noms arméniens était fréquents : « Eau d'Evian » « beef saignant la liste serait longue à établir.

Les Arméniens s'installent « et cela donne, nous explique Arzoumanian, des communautés : Saint Loup, Beaumont, Saint Jérôme... banlieues lointaines, qui ont été au début pratiquement des ghettos arméniens. Arrivés complètement dénués, les Arméniens forment actuellement une communauté florissante si on peut dire, du moins sur le plan économique.

Idée partagée par pas mal de marseillais à propos des Arméniens qui seraient parfaitement intégrés, un peu comme Charles Aznavour « à 100% Arméniens et à 100% Français ». Un journaliste local n'écrivait-il pas récemment : « tous ceux que nous avons approchés sont médecins, avocats, commerçant prospères » et, ajout-t-il plus loin : « ce sont des gens charmants, courtois, paisibles, qui aiment Marseille et y travaillent avec ardeur et font tout leur possible pour respecter des lois, règlements et coutumes de notre pays sans jamais faire de vagues ».

L'image des Arméniens travailleurs est tenace et les statistiques la confirment : la seconde génération (c'est-à-dire les premiers à naître en France) comptait 34% des commerçants et 32% d'artisans, pour la troisième génération (née entre 1945 et 1955) on dénombre pour Marseille 40% de professions libérales contre 7% d'ouvriers.

Prédilection particulière des familles arméniennes pour les métiers « propres », et surtout pour la

profession de médecin ou secrétaire; tentative d'imposer une reconnaissance sociale dans le pays d'accueil par le biais de profession respectées par tous ?

Robert en est convaincu.

« D'après ce qu'on raconte et ce que j'ai vécu le racisme n'a pas disparu rapidement.

Il a fallu que la communauté s'organise, que les gens s'installent, que certains commencent à avoir des postes une respectabilité ».

Mr G. patron d'un petit atelier de confection ne pense pas avoir travaillé plus que quelqu'un d'autre. « Ça dépend de ce qu'on appelle la réussite. J'estime avoir travaillé honnêtement, avoir élevé une famille honnêtement et avoir trimé. Je pense avoir récolté les fruits de mon travail. Je ne cherche pas particulièrement la réussite. Quoi qu'il en soit il semble difficile de cerner le rapport des Arméniens et surtout ceux des deux premières générations, au travail mais aussi à la famille et à la religion.

FAMILLE ET RELIGION

13 églises arméniennes existent à Marseille, la plus importante se trouve avenue du Prado. C'est là que l'on a élevé une stèle commémorative du génocide de 1915. L'inauguration avait provoqué il y a quelques années le rappel de l'ambassadeur turc à Paris par son gouvernement. Chaque quartier traditionnellement arménien, a donc son église, avec depuis toujours une petite salle qui fait office d'école, de lieu de rassemblement, de rencontres et d'information. Sans remonter loin dans l'histoire de l'église arménienne, il est évident qu'elle a joué lors des premières années de la vie des Arméniens, à Marseille et ailleurs un rôle de support à la vie culturelle, aux



initiatives de solidarité avec les autres communautés de la diaspora, un pôle du sentiment national et delien au pays, ou du moins ce qui en reste : La République Socialiste Soviétique d'Arménie, comme l'illustre la visite du Catholicos arménien à Marseille en mai dernier.

Avec le temps, d'autres lieux de vie culturelle se créent (telle la maison de la jeunesse et la culture arménienne de France allée Gambetta).

Plusieurs associations voient le jour. L'église perd donc nécessairement cerôle central qu'elle jouait, bien qu'à certains moments cruciaux, elle a l'avantage d'incarner la continuité et l'unité de tout un peuple. Durant la guerre du Liban, c'est autour des églises et non des partis et associations que se font les collectes les plus importantes. Ce n'est pas un hasard en tout cas, si l'église arménienne a été un centre de rapatriement massifs des Arméniens vers l'URSS qui ont touché entre 1946 et 1948 100 000 Arméniens de la diaspora.

A suivre Kamel Belarbi
(Enquête de la rédaction de Marseille)

Dans le prochain numéro : La diaspora et l'Arménie Soviétique, l'impossible retour.



Février 1980 : Manifestation arménienne devant le palais de justice de Marseille.

(Photo Pierro)



Colloque à Tunis

La femme et la culture

Au mois de décembre dernier, s'est tenu à la Maison de la Culture « Ibn Rachid » à Tunis, un colloque dont le sujet était : « Le rôle et la place de la femme dans la culture arabe tunisienne ». Ce colloque a bénéficié d'une audience particulièrement importante et d'une participation massive de femmes aux différentes discussions.

Quatre thèmes étaient proposés à la réflexion des participantes, qui ont été développés lors des débats très animés.

- 1) La femme et la littérature
- 2) La femme et la peinture
- 3) La femme et le cinéma
- 4) La femme et le Droit

Dans la société tunisienne.

1) Femmes et littérature:

1) Ce débat, animé par la romancière et la nouvelliste Nafila Dahb a surtout étudié le rôle de la femme tunisienne dans la production littéraire locale.

Il a été notamment précisé que les premières œuvres féminines sont apparues à la fin des années 60 (en 67 était publié un recueil de poésies intitulé : *Tendresse* de Zoubida Bachir. Ont suivi ensuite une série de nouvelles de Lila Memmi, *La cellule brûle* (et non pas le torchon).

Jusqu'à aujourd'hui 17 ouvrages ont été édités (dont 5 en langue française).

Selon Nafila Dahb, on peut diviser cette production en trois grandes tendances :

La première, plutôt conservatrice, s'est attachée surtout aux sujets généraux (amour, famille etc...) dans les noms de la société musulmane traditionnelle. Ce courant est représenté par des écrivains comme Najia Thameur, Mind Azouz et Fatima Salim.

La seconde tendance, peu aisée à définir se situe contre un certain conservatisme dans le choix des thèmes, et l'ébauche d'une évolution vers une prise de conscience de la condition féminine. Ont représenté cette tendance des femmes comme :

Hayat Bnuchayh, Jalila Mniri et Jamila Majdi.

Enfin, dernier courant, totalement dégagé du conservatisme tend à développer des thèmes « sociaux » : Description de la vie des paysannes en milieu rural tunisien, femmes des pêcheurs, prolétariat des villes, milieux bourgeois, citadins, etc...

Egalement, tentative de cerner la réalité profonde de la société féminine. Réflexion sur la place de la femme arabe dans la société actuelle, son engagement passé dans les luttes de libération nationale et la prise de conscience que sa participation suscita. Mais aussi sa quête du bonheur, son désir d'émancipation du joug familial, des changements des rap-



Photos Gamma.

ports entre les hommes et les femmes dans la société arabe.

Ainsi dans *une vie simple* Suad Qulluz nous parle de la vie d'une paysanne de « l'intérieur », tandis que Jalila Mafsiya décrit dans *Cendres de l'aube* les efforts d'une petite bourgeoise afin de sortir du cadre étiqué de la famille, son refus du destin qu'on lui propose et sa décision de prendre son sort en main.

Natila Tabyamyia, Arussia Naluti et Fadela Chabbi ont, elles, consacré surtout leurs œuvres à une analyse de la société tunisienne, de son développement économique et ses conséquences sociales (l'exode rural, l'immigration) les méfaits du tourisme.

Si les nouvelles tendances de la création littéraire féminine tunisienne restent encore tributaires d'une certaine influence masculine (et occidentale ?) dans l'élaboration de la pensée et dans l'analyse, elles n'en constituent pas moins un précédent (avec la littérature révolutionnaire palestinienne et libanaise : Fadwa Tugou, Leïla Baalbaki, Raymonda Tawil) en ceci que les femmes arabes ont pris la parole, et que leur démarche est fondamentalement po-

litique, la source historique de leur prise de conscience étant les déceptions de lendemains d'Indépendance, et la clé de leur avenir la Transformation du monde arabe.

2) La femme et la peinture

C'est une journaliste et critique d'Art : Sofia Algi qui anima les discussions autour de ce thème.

La situation de femme artiste peintre est une situation de double marginalité en société arabo-musulmane : en tant que femme, en tant qu'« artiste ». C'est peut-être la raison pour laquelle le nombre de femmes-peintres tunisiennes reste encore très limité. Les rares créatrices qui existent appartiennent à la bourgeoisie, et ce n'est pas là le fait du hasard.

La peinture n'a été introduite en Tunisie qu'à la fin du 19^e siècle avec le colonialisme français. (Dans le domaine des arts picturaux, en Islam, seule la calligraphie, et les miniatures sont pratiqués). Shématiquement, on distingue deux courants parmi les peintres, il y a ceux qui, empruntant dans une large mesure

aux Ecoles occidentales ne sont pas réellement parvenus à faire dans ce domaine, une création authentiquement tunisienne.

D'autres s'efforcent dans un mouvement de retour aux sources, à une certaine originalité ; on citera parmi les peintres tunisiennes : Wassyla Harufi et Sayda Fahrati.

3) La femme et le cinéma

Les débats ont dépassé le cadre de la Tunisie (La production cinématographique tunisienne étant assez faible quantitativement) pour s'élargir à tout le monde arabe, l'Egypte, en particulier, puisque c'est le pays qui est le plus grand producteur, et que jusqu'à aujourd'hui, ses films innondent (malheureusement car la qualité n'est pas toujours présente) littéralement le Maghreb.

L'image que donne le cinéma égyptien de la femme arabe n'est pas reluisante : mi-putain, mi-mamma, toujours la larme à l'œil et la graisse sur les hanches, elle n'est pas exactement un facteur d'évolution des mentalités. C'est cette tendance qui prévaut (jusqu'à aujourd'hui d'ailleurs) mais avec les années 60, on voit apparaître un cinéma de type nouveau (« Je suis libre » de Salah Abu Sayf. 1960) qui met en scène des personnages populaires aux prises avec une réalité sociale conflictuelle. Par exemple : « *Le retour du fils prodigue* » de Chahine dans lequel, on voit une jeune femme arabe lutter pour sa liberté.

Le cinéma tunisien, lui, ne reflète pas l'évolution de la femme tunisienne, à l'exception du film de Salma Bakkar : *Fatima 70*.

La participation des femmes à la production et la mise en scène, se heurte encore en Tunisie à l'opposition tenace du milieu cinématographique ; citons cependant Fatima Iskandariya pour son film : « La femme tunisienne entre hier et aujourd'hui » et la participation de Mufida Tlatlia à « Omar Gatlatlo » (Algérie), « Sajan » et « Aziza » (Tunisie). Mais quand on sait que les organismes officiels n'ont jamais favorisé le développement d'un cinéma national de qualité (« Les ambassadeurs » et « Soleil des Hyènes » se sont faites à l'étranger, « Al » « Urs » n'a pu être réalisé que grâce à des capitaux privés) on voit mal comment les femmes pourraient se saisir de ce moyen pour prendre la parole.

4) La femme et le droit

Un code de statuts personnels de la femme a été élaboré en 1957. Ce texte reste le seul à traiter des droits de la femme tunisienne. Il fut cependant à l'époque l'effet

d'une bombe véritable dans une Tunisie à peine réveillée du long sommeil que fut l'ère coloniale.

1) Les statuts autorisaient la femme à choisir son époux (combien de mariages forcés se pratiquent encore actuellement dans le monde arabe et même dans l'immigration ?).

2) Le mariage n'est valable que sur accord des deux parties.

3) L'âge limite est de 17 ans pour les femmes.

4) Suppression de la polygamie.

5) Garantie pour la femme du droit au divorce.

6) Condamnation de l'époux qui frappera sa femme.

Pour une société musulmane traditionnelle, c'était un véritable bouleversement des principes religieux (contraire à la « chan'a islamiyya »).

Aussi, dans la majorité des cas, la résistance des juges aura raison du texte, facilement contournable, quand il n'est pas simplement occulté.

Dans les débats, ces statuts ont été dénoncés comme consacrant de fait la supériorité de l'homme sur la femme au regard de la loi ; et le fait que le texte n'en parle pas, l'homme peut aussi bien interdire à sa femme de travailler ou de voyager.

Dé même dans le cas d'une séparation la garde des enfants est confiée au père, la notion de chef de famille restant étroitement liée au père, la femme est toujours dans ses droits d'héritage, etc... Le texte nécessite donc une véritable remise à fond. Mais les femmes tunisiennes s'interrogent sur son efficacité, le problème résidant dans son application en raison de l'idéologie obscurantiste qui continue de régner sur la société tunisienne.

D'autre part la nécessité de créer des institutions sociales capables de libérer la femme du poids de l'éducation des enfants, telles que crèches, maternelles, etc a été également souligné.

Ce sont les discussions autour de ce thème qui ont bénéficié de la plus large audience et l'animation des débats est une preuve de l'intérêt que portent les femmes tunisiennes au respect de leurs droits, et leurs droits de transformation de la société dans laquelle elles vivent.

S'il est évident que ce colloque a rassemblé surtout des « intellectuelles », cela signifie pas pour autant une désaffection de l'intérêt de la femme de la rue à ce sujet. Sa participation de plus en plus grande à la vie sociale (la nécessité d'un second salaire aidé la femme à sortir du carcan familiale) le nombre grandissant d'étudiantes, la réflexion sur sa place dans l'histoire nationale et la société, constituent des facteurs d'espoir pour la femme arabe.

Fatiha BEN ALI
Correspondance de Tunis.

La lutte des travailleurs turcs sans papiers

Les 17 travailleurs, grévistes de la faim depuis le 11 février, ont cessé leur grève le mercredi 5 mars, au 24ème jour, avec une déclaration à la presse : « Aujourd'hui, il faut que notre lutte s'élargisse ... à partir d'aujourd'hui, notre véritable terrain de lutte, ce sont les ateliers du Sentier, et nous obtiendrons coûte que coûte, tous ensemble, organisés syndicalement, le droit de vivre et de travailler décemment ».

Ensemble avec les masses (qui se comptent à 25 000) de ceux qui se disent « les touristes », puisqu'on leur aurait imposé ce titre sans statut, les grévistes vont porter leur lutte dans les ateliers de confection, au cœur même du Sentier qui prête son nom à toute une géographie patronale et de production qui fonctionne comme une usine unique à ciel découvert et à ciel couvert, surtout entre Bonne Nouvelle et Belleville, la rue du Sentier et la République.

Les vrais fabricants de robes, de jupes, de pantalons et de blousons, tous ces travailleurs non déclarés qui coupent, taillent, cousent, repassent une bonne partie de tout ce que nous portons quotidiennement, veulent sortir de la clandestinité, proclamer leur droit et l'imposer. Ils auront à s'affronter à un grand patronat, les Maisons Mères - ou - gros du Prêt-à-Porter,

connus comme dures et intouchables. Celles qui organisent et réorganisent à chaque fois sans merci le système de soustraire les plus grands profits d'un travail payé à la tâche, à la pièce, - restent, elles-mêmes, cachées derrière des étiquettes changeantes, portants des noms farfelus, parfois cons ou mignons. Le silence concerté sur l'identité de ces grandes Maisons est observé jusqu'à aujourd'hui à la quatrième négociation des grévistes turcs. La CFDT avec Stoléro, le syndicat patronal avec la présence du ministère de l'intérieur et l'ambassadeur de Turquie.

Les travailleurs turcs avec leur syndicat, auront-ils (comme prévu le 4;3) à enregistrer les filières, les échellons et les ficelles de la sous-traitance qui les tient avec une telle et une telle Maison de gros? Pour apporter ce constat d'illégalité à l'inspection du Travail (où se trouve un seul inspecteur pour tout ce secteur) et puis à Stoléro (pour la connaissance de toute la géographie en question) pour faire pression sur lui et par là même, l'amener à son tour sur le patronat ... ? Cette complication a été corrigée heureusement (6.3) en faveur du rapport direct, pour la signature du contrat, entre travailleurs et patrons. - Autre chose, également - pas de problèmes d'après une petite enquête turco-CFDT - se verront devenir

ouvriers, employés comme les autres de leur Maison-Mère.X

Est-ce que les Maisons-Mères (bien protégées jusqu'alors et pendant une image toujours glorieuse) accepteront d'être des patrons légaux et de signer des contrats d'un an; « contrat à domicile », puisqu'il s'agit « du travail à domicile »? - Aussi faudra-t-il ne pas exagérer : soumettre la régularisation à l'affichage à l'ANPE (proposition le 4.3) décolle de la façon dont l'embauche se fait habituellement en directe et sur place dans la confection. Les mécaniciens de confection qualifiés, bien recherchés, trouvaient rapidement une nouvelle embauche. Ils se verront immobilisés et soumis à la hiérarchie observée à l'ANPE (1 Français, 2 ressortissants du Marché Commun, 3 autres).

Un grand patronat devenu légal

Les travailleurs turcs avec leur syndicat auront-ils à faire pression chaque fois pour que les grandes Maisons payent la somme de redevance à l'ONI, vers 2000F par tête d'immigré? Et cela avec un règlement qui permet aux patrons de se retirer même au dernier moment, juste avant la visite médicale. Et les fiches de paye ..., la sécu ... le salaire. Un grand patronat qui devient légal aura à légaliser également ses manières de fonctionner. Il aura à payer les frais de la régularisation de ces dizaines de milliers de travailleurs!

Quand on pense à ces centaines de petits ateliers insalubres, à ce bric à brac, bourrés de machines et de corps, qui vont être mesurés

à la lettre d'un règlement sanitaire, d'hygiène et de sécurité ... ! Quel travail d'inspection ! Il existe un danger que ça traîne, que tout cela s'étouffe. Mais toute perspective d'une régularisation des travailleurs se bloque, face à la barrière d'une date d'entrée en France, repoussée juste pour 6 mois et érigée au 1er juillet 1976 : date de tri, de division entre ceux régulables et ceux expulsables. Ceux-là, certainement, devront replonger dans la clandestinité voulue des ateliers; devenus plus éfrayés, plus muets encore, plus contrôlés, plus esclaves. Les travailleurs de Turquie ont dit non à cette date limite, qui rejettera 75% à 80% des 25000 des leurs; et favorisera (d'après la CFDT) un maximum de 38% seulement des 15000 (desquels parle la CFDT). Ceux là recevront (selon la

promesse) de récépissés de 3 mois automatiquement.

Vaguement, on entend que pour eux « un guichet va s'ouvrir ». Quand ? Et avec quelle garantie ?

Déjà, et malgré les assurances données, une dizaine de travailleurs turcs viennent de se faire arrêter, pour être relâchés ensuite par l'intervention de leur permanence syndicale (CFDT, tous les jours de 10 à 18h, 67 rue de Dunkerque). Avant eux, et malgré que Stoléro avait réclamé le film sur la confection (passé à l'Antenne 2 le 8.2) le chef d'atelier turc qui avait mis son atelier à visage découvert à la disposition du film, s'est vu arrêter pour des interrogatoires policiers.

Un mouvement de conscience

La prochaine négociation, mercredi le 12.3, s'engagera surtout sur la date limite d'entrée en France. Ala veille, mardi le 11.3, à 20 heures se tiendra un grand meeting des travailleurs turcs (comme celui du 20.2) à la Bourse de Travail. Aussi faudra-t-il que toutes les organisations qui ont déclarées leur soutien se mobilisent.

Les 3000 travailleurs de Turquie qui ont manifesté massivement, dans la joie et dans l'enthousiasme, le lundi 3 mars au Sentier, même, le parcourant le long de la rue Réumur, rue du Temple, jusqu'à la République, sont les premiers et non pas les derniers à réclamer que tout un système change: celui d'un esclavage des temps modernes. le mot d'ordre de l'immigration, ancien déjà, reprend. Son actualité : puisque nous travaillons tous en France nous avons le droit à la carte de travail et de séjour ! Il se dessine déjà un mouvement de conscience plus grand chez les autres nationalistes un exemple : les Mauriciens sont près de 2000 à réclamer leur régularisation, d'autres secteurs comme le bâtiment prennent l'exemple de leur compatriotes de la confection, la semaine dernière, les travailleurs turcs du bâtiment déclarent une grève de la faim et réclament la carte de travail et de séjour. Décidément aujourd'hui les sans papiers se sentent concernés et veulent réellement sortir de la clandestinité.

I.R

Les réalités du retour et de la réinsertion

Lettre d'Algérie

Et la famille?

A l'école, on m'appelle «Le Français»

D. 14 ans. Je ne me plains pas du tout surtout à l'école; mauvaise entente avec les élèves et les enfants du quartier; par contre le pays me plaît beaucoup.

M. 13 ans. Je suis entre les deux : content parce que j'ai un jardin et de la place pour m'amuser et j'ai des animaux, poules, poussins, pigeons, mon chien.

Mécontent parce que quand je vais faire les courses il faut tout le temps se battre, et, à l'école on m'appelle le Français.

H. 11 ans. J'aime la ville, mais les gens ne sont pas polis; en été nous allons à la mer et au village natal de papa et de maman à la montagne; il y a deux rivières qui se rencontrent.

Y. 9 ans. Moi je suis très bien.

La Maman. Je ne suis pas contente car nous n'avons pas de moyens de locomotion. La ville y en a marre; je préfère mon village natal, mais nous sommes obligés de rester en ville pour la scolarité des enfants et le travail du papa.

à « table » ... Je rencontrais toutes ces difficultés à cause de notre administration et aussi du manque de structures d'accueil à ce jour.

Mon premier congrès de l'UGTA

Pour le moment, aucune participation à la politique proprement dite. Je ne veux pas faire d'exportation politique. Je pense que pour être utile et efficace il faut être imprégné de la situation nouvelle : mentalité, mode de vie et problèmes actuels. Et pour être à ce niveau il aurait fallu avoir une tête dépourvue des problèmes qui étaient les miens : la présence aux côtés des enfants. L'emploi la scolarité. Ma seule participation, jusqu'à ce jour est d'avoir assisté à mon premier congrès d'UGTA. Ma conclusion sur ce point est la suivante : A ce congrès j'ai repris davantage confiance en l'avenir algérien; nous avons encore des hommes prêts à tout pour l'indépendance et la justice sociale et la victoire du socialisme.

pas être interprété autrement.

De toute manière, ce million est loin de représenter mes dix neuf années d'effort et d'épuisement que j'ai consacrées à l'économie française. Et prendre ce million, cela veut dire pour moi que je dois me dépouiller de ma dignité et de ma fierté et de cela, je ne ferai de cadeau à personne. Car ces deux éléments représentent mon million à moi. Aucun stimulant psychique ou moral ne m'a troublé ou convaincu de la justesse de prendre ce million (mais loin de moi la pensée de faire la morale à qui que ce soit).

Cinq mois sans travail

J'ai trouvé du travail avec d'énormes difficultés, difficultés que j'avais prévues, car il faut dire que l'Amicale des Algériens en Europe a donné une information honnête « il faut aller au travail là où il se trouve et non là où on se trouve ». En effet, pour travailler, il fallait soit aller en déplacement, soit immigrer au Sahara, et revenir chez soi après chaque période;

mais ni l'un ni l'autre ne me convenait car les enfants étaient effrayés par la nouveauté du pays (ils sont tous nés en France). Pour eux tout est nouveau même le nom du pays et de la ville où ils se trouvent.

J'ai une demande d'emploi de chauffeur à l'académie, mais il fallait une attestation communale (que je n'ai pas fait faire) pour être embauché, comme quoi j'avais pris part à la Révolution Algérienne; car il ne m'a pas semblé utile d'avoir des justifications de ce genre; je n'avais pas besoin de preuve de ma conviction. N'empêche que je suis resté sans travail du mois d'août au mois de janvier. Cinq mois sans travail, sans aucune ressource, c'était trop pour moi moralement, et pour nous financièrement. Quand je rentrais à la maison, après une longue matinée de recherche d'emploi, les enfants et la maman me regardaient et leurs regards suffisaient pour comprendre que je n'avais rien trouvé. Quand on se retrouvaient tous réunis à la maison, on dirait que nous avions continuellement un cadavre à la maison; même gêne de se regarder, même difficulté de dialoguer surtout quand la maman disait

Au moment, où Stoléro lançait son idée: « un million et rentre chez toi », M. décida lui, de repartir mais de refuser ce pourboire qu'on donne avec indifférence aux gens qui vous ont servi et dont on ne sait plus que faire, pour s'en débarrasser plus facilement.

Deux ans après M., ancien ouvrier à Marseille, écrit à une amie, Odile H., pour lui raconter son retour. Retour qui ne s'est pas passé sans problèmes et sans déchirements, mais aujourd'hui il semblerait que les choses évoluent. Quoiqu'il en soit, ce retour a permis à un homme de garder sa dignité et de refuser de se laisser réduire à l'état de machine qu'on met au rebus.

Je n'ai pas pris le million pourquoi? Qu'est ce que je peux dire de la façon dont on m'a informé de cette fameuse aide au retour? J'avais la nette impression que quelqu'un me disait : « Fous le camp, je te donne une prime », et pour moi c'était inacceptable, car en fait c'était cela, ça ne peut

MANTES LA JOLIE

Une mosquée au Val Fourré dans Mantes la Jolie ? Est-ce le résultat d'une lente affirmation d'un besoin culturel pour altérer le rythme des 3/8 des usines de la région : Renault Flins, Simca Talbot de Poissy... ou est-ce une soudaine richesse des 4000 musulmans français (Harkis) et immigrés du quartier qui l'a motivée ? En tout cas la direction de Renault-Flins le sait sûrement puisqu'elle a réservé pour les quelque 300 fidèles postés le vendredi, une salle de prière près des ateliers. A l'initiative du projet, lentement mûri, des fidèles regroupés depuis 78 dans une association « L'Union Islamique des Yvelines » où l'on y retrouve des Français musulmans, des Maghrébins et des Africains (Maliens et Sénégalais). L'objet de l'association est la création d'une mosquée digne de ce nom (avec une école arabe et coranique). Depuis de nombreuses années en effet, ils accomplissaient leur culte au rez-de-chaussée d'une tour dans un F3 à plus de 300, en y joignant pour les grandes occasions (tel Aïd) une tente prêtée par la mairie. Une autre revendication de l'union : un cimetière musulman au bois de Rosny « ... pour les enfants et pour les harkis qui ne peuvent rentrer dans leur pays ».

Le Val Forré à Mantes la Jolie compte 27000 habitants dont 12000 immigrés, parmi les quels on dénombre 4000 musulmans adultes et 40 Hadjs dont 14 ont effectué le pèlerinage cette année. Dans ce quartier rempli de HLM, de tours, et d'ineffables centres commerciaux, l'animation principale réside dans les heures de déversement ou de ramassage des ouvriers en cars qui marquent à longueur de journée le rythme des équipes.

LA MOSQUEE DE MONSIEUR LE MAIRE

Les chrétiens de Mantes ont des églises catholiques, temples protestants, un culte antoniste, un temple évangéliste... Les musulmans eux, qui forment la deuxième communauté religieuse de Mantes et de France n'y ont pas de lieu de culte, et n'ont que dix mosquées en France. Le maire socialiste de Mantes, Paul Picard, qui soutient le projet de

mosquée, ironise : « Dans toute la région de Mantes il y a moins de 300 familles protestantes ». C'est dans ce cadre que survient le projet d'une petite mosquée avec un minaret discret et une architecture aussi plate que possible, de façon à ne pas trop jurer avec les grandes barres monotones des HLM ».

Hadj Rabiti à qui on a rendu visite mercredi dernier, membre de l'Union Musulmane tenait le Koteb (école coranique) dans le F3 où 130 enfants psalmodiaient le Coran à faire rougir le béton. Bienveillant il nous raconte : « On a fait des collectes et les fidèles ont fait des dons. Certains ont donné 1000 ou 2000 francs. Dans un premier temps on a trouvé un local dans un quartier pavillonnaire. Les habitants protestèrent auprès du maire qui nous proposa un terrain de 1500m, à l'extrémité de la ZUP. On a accepté, et nous avons versé nos 100 000 francs. Nous voulons en faire une mosquée de 300 places avec une maison pour l'Islam et trois salles pour l'école. Je suis parti sur ce, avec le dossier et une lettre de recommandation, à la recherche d'un soutien financier en Arabie Saoudite chez le ministre du culte qui accepta de financer la construction soit pour près de 200 millions anciens ». Hadj Rabiti est ouvrier aux aciéries à côté de Mantes. Il enseigne le Coran le mercredi, l'arabe et la grammaire le week-end. Serein et avec un ton assuré, il toisa un garçon d'une dizaine d'années : « Regardez celui-là, me dit-il, il apprend par cœur 40 parties du Coran, soit les deux tiers », et cela depuis seulement deux ans. C'est à n'en pas croire ces oreilles ! L'affaire est strictement privée insiste le maire. Elle aurait pu se passer sans histoires si le racisme ne faisait déjà partie du quotidien de Mantes. En effet, dès que le terrain fut trouvé, que la ville eût donné son accord, des riverains protestèrent auprès du maire... Une véritable provocation contre notre environnement, contre les habitants du Val de Fourré... ça va être une invasion, vous ne vous rendez pas compte... les fidèles vont déferler de toutes les Yvelines... Une association de défense écologique du Val

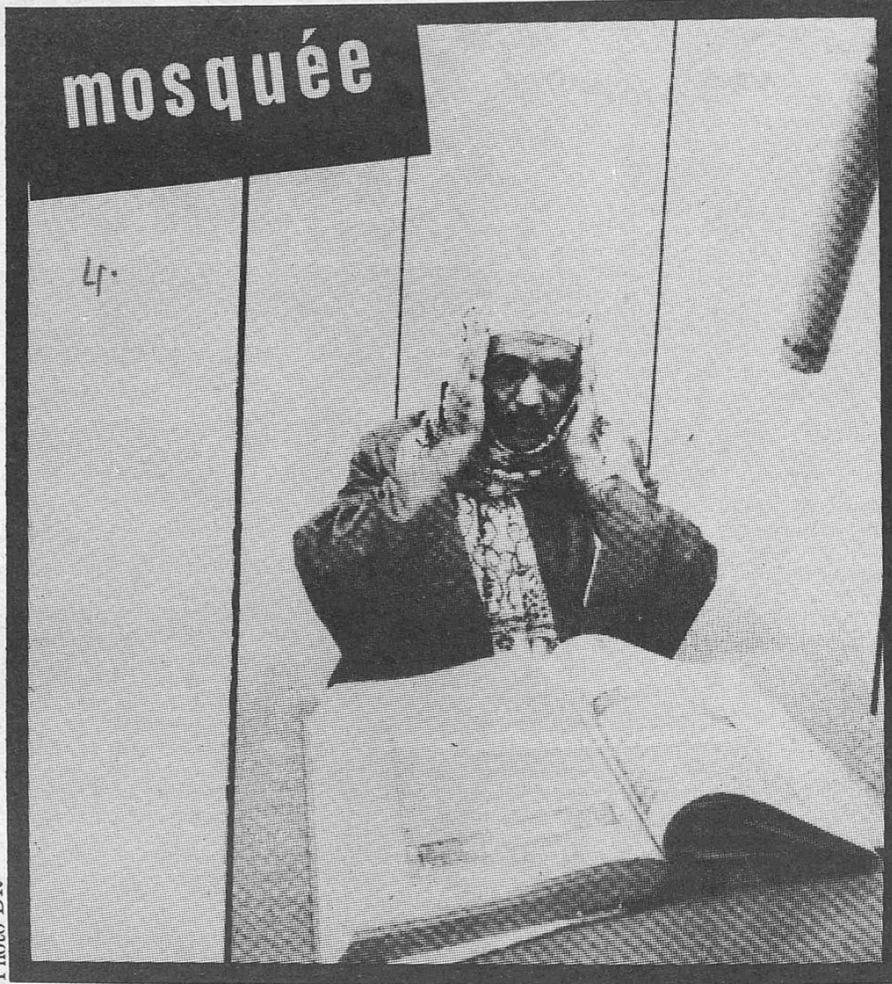


Photo DR

Fourré est constituée Les membres de l'association tout en se défendant d'être racistes « nous défendons disent-ils les conditions de vie dans le quartier » partent aussitôt en guerre contre la mosquée.

DES ECOLOGISTES DU BETON

C'est la première fois en effet, qu'un groupe écologique se crée à partir d'un problème de culte. Et les gens qui s'y revendiquent n'ont jamais protesté contre l'urbanisation à outrance du quartier. Pour le maire les choses sont simples : « Comme il s'agit d'un ancien

quartier HLM (les premières constructions ont toujours meilleure tenue que les dernières), et comme il y a une petite bande de gazon autour du terrain, il se sont dit : on va s'appeler écologistes. C'est en effet difficile de dire qu'on ne veut pas de mosquée parce qu'on n'aime pas les Arabes ». Pour le maire qui est lui-même pied noir : « les racistes ont cherché une opération pied-noir ces derniers sont nombreux à Mantes, et ils ont trouvé des oreilles complaisantes... Il faut être honnête, il y a du racisme, pour moi c'est clair, c'est simple, il faut le combattre. Même si ça doit me coûter sur

le plan électoral. Mon rôle c'est de donner l'exemple ».

LES AMBIGUITES DU PC

Cette position n'est pas partagée par le premier adjoint au maire M. Guilleron, qui est communiste. Ce dernier a fait marche arrière après avoir signé l'engagement de vente du terrain et prête une oreille attentive à l'association de défense écologique : « la population a le droit à la critique, elle a le droit au calme, à un environnement agréable... droit de donner son opinion sur les réalisations du quartier » déclare-t-il. En voici une des

opinions de l'association sur les réalisations à faire dans le quartier, relevée dans le courrier de Mantes. Pourquoi ne pas établir une corvée de papier dans les écoles, pourquoi ne pas remettre au programme les cours de morale, pourquoi ne pas protéger les espaces verts par des grillages ? »

Pour P. Picard, cela traduit l'ambiguïté de son premier adjoint car « au vote du conseil municipal il y a unanimité ». Il explique cette attitude par le souci du PC de préserver son électoral « ils font le calcul du déplacement du 1% de l'électorat » ajoute P. Picard.

Le racisme à Mantes existait déjà et était banalisé avant l'affaire de la mosquée. La presse locale se faisait le chou gras pour ses chroniques sur les bandes de jeunes de la deuxième génération ou fils de harkis. Ces jeunes oubliés qui se formaient en groupe pour se valoriser et à qui il arrivait de faire des bêtises. « L'immigration est un drame social à Mantes » enchaîne M. Picard « et je suis réaliste, car le schéma d'implantation du quartier du Val Fourré procède du choix traditionnel de solutions économiques. Cela va à l'encontre de la cohésion des villes. Sur quatre communes du département on a créé quatre villes dépotoirs : Mantes la Jolie, Trappes, St Quentin-Yvelines et Sartrouville. Cela avec une conspiration des sociétés HLM. Renault-Flins envoie, à cause du 1% patronal, 60% d'immigrés à Mantes la Jolie. Simca Poissy a des réservations de 100% d'OS au mépris des normes. A Mantes, il y a 20% d'immigrés de 12 nationalités diverses, sans parler des Bretons, Basques. Il y a au Val Fourré des minis-ghettos de 80% d'immigrés. Alors moi je me bats pour une autre cohésion de la ville. On aura eu ce

même projet de mosquée à Versailles, ça ne se serait pas passé comme ça. On me dit que je « serais le maire qui a accordé la permission de construire la mosquée ! ». Je réponds qu'à quarante kilomètres de Mantes, c'était Ivry la Bataille, Henri IV contre la ligue des catholiques, on se poignardait. A 60km la Saint-Barthélemy. Dans vingt ans on passera devant la mosquée sans réagir. Alors je viens d'apprendre aujourd'hui par téléphone que le permis de construire est accordé. Je souhaite donc que l'on construise très rapidement la mosquée et avec des plantations de fleurs tout autour ».

Etudiants étrangers

La grève des universités contre la circulaire Bonn et et le décret Imbert, qui rentre en application le 15 mars, continue un peu partout dans la plupart des villes universitaires. Ponctuées de grèves de la faim, comme de nouveau à Angers, et d'occupations, comme à Vincennes. Mais en attendant la manifestation nationale à Paris le 14 mars, qui a été décidée lors de la dernière coordination de Rouen, le mouvement refue. Sauf à Vincennes où les choses se sont précipitées ces derniers jours. La décision de faire contrôler les cartes d'étudiants par des vigiles fut annulée dès le premier jour de son application grâce à une mobilisation massive des étudiants. A Nantes aussi, où des heurts se sont produits la fac de lettres est fermée.

ORLEANS: Mobilisation contre les expulsions

Dans les numéros 5 et 6 de « Sans Frontière » nous avons relaté les événements que l'arrêt d'expulsion contre Mustapha Aouad a provoqué dans la région d'Orléans. Dès l'arrestation un collectif s'est créé pour le défendre contre cette décision administrative.

Le 20 février une délégation non reçue par le préfet, suivie d'une manif rassemblant plus de 400 personnes le 23 février. Le même jour une délégation a eut lieu auprès de l'adjoint au préfet. L'entretien a été estimé positif de part et d'autre.

Mais, pour semer le trouble dans l'opinion, le préfet déclare, dans un communiqué à la presse le 28 février, qu'il se sent dessaisi. Il offre de grâce qu'il a fait à Mustapha pendant un

entretien qu'il avait eu avec le Conseiller Général Maire de St Jean de la Ruelle, par ailleurs membre du collectif. Ceci à cause du recours en contentieux entamé par l'avocat de Mustapha sur le plan juridique. Pour éclaircir ce problème, l'avocat de Mustapha s'explique : « Pour défendre quelqu'un contre un arrêté d'expulsion, deux procédures sont possibles. La procédure gracieuse qui demande à l'autorité responsable de l'arrêté, son annulation, et la procédure judiciaire qui demande au tribunal administratif de casser l'arrêté pour des raisons juridiques. Seule la seconde procédure permet d'obtenir un sursis à l'exécution. Les deux procédures ne s'expliquent nullement l'une l'autre et la simple

prudence invite à engager les deux à la fois, ne serait-ce que pour éviter l'exécution immédiate de l'expulsion ».

Le 6 mars Mustapha Aouad quitte la maison d'arrêt avec une demi victoire qui le sursis à l'exécution.

Son patron promet de le reprendre parce qu'il n'a rien à lui reprocher. déjà trois autres cas d'expulsion sont signalés sur Orléans au Collectif Mustapha, qui est résolu à prendre en charge leur défense. Par ailleurs le collectif s'engagera avec une campagne d'information contre la loi Bonnet et les projets de loi Stoléru, Boulin et d'Ornano. Pour prendre contact avec le collectif, téléphoner au N° 43 27 12.

Grève de la faim à Clermont

Prenant le relais des clandestins de la confection de Paris, dix travailleurs turcs ont commencé une grève de la faim le jeudi 6 mars à Clermont-Ferrand.

UN TRAVAIL ET UNE VIE DE MISERE

Ils sont embauchés au noir dans des petites entreprises du bâtiment, des pépinières. Chaque matin l'entreprise récupère les clandestins turcs dans un café et les conduit au chantier.

Ils y travaillent un ou plusieurs jours, quelques semaines ou quelques mois. Certains d'entre eux travaillent depuis des mois chez un patron dont ils ne connaissent même pas le nom.

Payé 10 ou 12F l'heure un clandestin turc dans le bâtiment gagne environ 1500F par

mois. Et encore quand le patron les paye. Des ouvriers turcs ont travaillé trois mois sans être payés. Un acompte de 100F donné par le patron devient un acompte de 1000F quand il le retient sur la fiche de paye !

Ils sont logés par des marchands de sommeil dans des taudis insalubres dans le quartier du Mazet. Ils payent des loyers exorbitants (500, 600F) pour des chambres vêtues où on les entasse. Ils sont plusieurs dizaines de clandestins turcs à Clermont-Ferrand. A l'initiative des grévistes et de la CFDT un collectif de soutien aux grévistes soutenu par de nombreuses organisations s'est constitué. Il appelle à un rassemblement mercredi 12 mars. La CFDT rencontre la veille le préfet.

Hocine,
ouvrier Kabyle
en France
depuis 1926

MEMOIRE
IMMIGREE

2. un kabyle qui pleure Garaudy

En France, les patrons licencient les ouvriers qui lisent le journal de Messali « L'Etoile Nord-Africaine ». Je pensais qu'on n'était pas prêt pour l'indépendance, et je ne croyais pas qu'on allait y arriver, et je voulais, comme Ferhat Abbas, l'assimilation, du travail et le respect, je voulais qu'on soit comme les Juifs d'Algérie. Avant c'était des Juifs Arabes, et on s'entendait bien. Quand Crémieux, en 1870, leur a donné la nationalité française, les vieux n'ont pas voulu l'accepter, et c'est après que la jeune génération s'est francisée et a pris position pour la France. J'ai connu des Juifs à Sidi Aïch, ils n'étaient pas fiers et allaient dans les cafés maures. En France, j'ai connu le chanteur algérien juif Saïd El Ouahrani qui allait avec son orchestre faire de la musique dans les cafés kabyles. Il a été arrêté, le pauvre, avec trois femmes et son gosse de 14 ans durant la guerre et on les a tués, et dire que c'est un algérien qu'ils ont donné aux allemands. D'ailleurs, des juifs circulaient ici avec de fausses cartes, avec des identités d'arabes, des cartes qu'ils payaient jusqu'à cent mille francs. Ils se faisaient passer pour des Arabes car on se ressemble, nous descendons des hébreux.

A Sidi Aïch, les Juifs parlaient kabyle, jouaient aux dominos et faisaient du commerce avec les Kabyles, et il n'y avait pas de racistes, mais moi, je note tout. Au marché, il y avait des Juifs qui venaient de Bougie vendre de la friperie. Il y avait des vieux qui leur disaient en kabyle : « Combien coûte ce pantalon, fils de juif ? ». Cela m'énervait de voir ces kabyles qui marchaient pieds nus, qui crevaient de faim, insulter des gens qui travaillent pour gagner le pain de leurs enfants.

1936: la guerre... la SNCF

Donc, je ne croyais pas qu'on était capable d'avoir l'indépendance lorsque je voyais tous ces bachaghas avec leurs cavaliers que j'appellais les chiens de l'administration, ou lorsque j'ai vu que pour entrer aux Chemins de Fer en Algérie, il fallait avoir l'appui de tel ou tel, alors que j'avais fait cinq demandes. Ma femme et les enfants vivaient avec mon père et sa nouvelle femme car ma mère était morte. J'ai décidé d'amener la famille en France. On est allée à Lyon et en 1939 on est venu s'installer à Marseille. Quelques mois plus tôt j'avais été embauché aux chemins de fer, dans la manutention.

Durant la guerre, on n'avait pas grand chose : rien à manger, pas de savon, et si un des gosses tombait malade j'allais louer un thermomètre à la pharmacie; j'ai perdu d'ailleurs un petit.

A la gare, il y avait toujours les Allemands, mais ils étaient gentils; ce sont des travailleurs, leurs officiers mettaient la main à la pâte et ne se promenaient pas tout le temps en gants comme les officiers français; ils poussaient les wagons eux-mêmes et ils ne nous forçaient pas à faire leur travail. A plusieurs reprises, des soldats allemands m'ont donné des sacs de pommes de terre. Pour la nourriture, je montais dans les Alpes, le jour de repos, et je rapportais quelques kilos de

pommes de terre dans un sac tyrolien. Il fallait faire 30 ou 40 km à pied, et dans les gares, tu te faisais emmerder par des gendarmes qui faisaient du marché noir. Ma ration de tabac, je la donnais toujours à un copain Kabyle; je n'ai jamais voulu l'échanger contre de la nourriture. A la libération, il y avait plein de bouffe à la gare, et les Américains étaient sévères avec les voleurs, car il y en avait plein, y compris chez les cheminots. J'ai jamais touché à un colis; un Français pouvait toujours retrouver du travail, mais moi, si j'avais pris de la bouffe pour les gosses, on m'aurait balancé de la SNCF, de la cité; j'ai dit à ma femme : « Si les voisins rapportent des choses, ferme les yeux, comme moi ». Il fallait faire avec le colis que les Américains nous donnaient une fois par semaine. Je me souviens aussi des Marseillais qui embrassaient les Tabors marocains et les Tirailleurs algériens qui avaient libéré Notre-Dame de la Garde; la moitié y est restée, morts; et maintenant on nous traite de bicots, et c'est ça qui me travaille. Même si on me sert moi dans un café où on n'accepte pas les Arabes, ça me travaille pour les autres, ce fossé qui partage les êtres humains.

J'ai pleuré Garaudy

A cette époque, j'étais au syndicat, on m'a chargé de ramasser les cotisations de 30 ouvriers; il y en avait certains qui me disaient que je faisais comme le curé! Moi, je leur répondais qu'ils n'avaient qu'à rendre leurs cartes, et que s'ils restent au syndicat c'est à eux de venir me chercher le jour où il faut payer. Des gens comme Ségué, je les admire. Il nous défend, il sacrifie des journées; mais quand des gars comme Garaudy ou Tillon, qui est d'Aix en Provence, on ne les laisse pas dire ce qu'ils pensent dans un congrès, alors que ce sont des écrivains; ce n'est pas juste de les condamner, de leur dire « Fermez la », de faire voter contre eux; je pense que ce n'est pas du socialisme; j'ai pleuré lorsqu'ils ont exclu Garaudy, je n'ai rien compris. Marchais, il répond, il a sa forte tête, mais Garaudy est tout de même plus instruit que lui. Et puis, pour lutter contre l'impérialisme, il faut chercher des chemins, c'est-à-dire avoir la classe ouvrière entière, même chrétienne : ne jamais dire à un chrétien : « Je suis athée, il faut être ci, ça » Si je suis athée, c'est pour moi. J'ai 72



Photo SEDES

ans, et je ne crains pas de dire que je n'ai jamais fait carême car je suis libéral, je n'ai jamais obligé quelqu'un à faire comme moi. Même si je suis communiste, je ne vais pas souvent aux réunions qu'ils font à la Bourse du Travail, mais j'ai fait toutes les grèves car je ne voulais pas qu'on dise : « Regardez ce bicot, il travaille tout seul ».

Après la guerre, on avait fait une grève de 29 jours, et la CFTC avait donné l'ordre de reprendre le travail. Deux jours de grève de plus et on aurait gagné, mais ils ont trahi. C'était au moment où ils ont mis Bergeron, où « Force Ouvrière » a été créée. On donnait des cartes d'adhésion aux ouvriers sans les faire payer. Le chef de service qui était FO m'a convoqué et m'a dit : « Hocine, on a 130 francs à la caisse noire du syndicat et toi, tu as beaucoup d'enfants; on a décidé de payer la carte à ta place ». J'ai répondu qu'on ne m'achetait ni avec 100 francs, ni même avec un milliard. C'est là qu'il m'a dit : « Il faut choisir, vous voulez la politique ou les grades ».

Maintenant, je ne lis que « Le Monde »; il y a plus de choses que dans « l'Humanité » et je n'aime pas trop ce qui se passe en Russie. Je ne sais pas si les Juifs de là-bas travaillent pour le compte d'Israël contre les Russes, mais si ce sont des Soviétiques de cœur, des écrivains, et qu'on les arrête, je trouve que ce n'est pas juste. Même s'ils ont leur synagogues, il ne faut pas chercher à les rendre athées par force; il faut respecter le régime socialiste, là, je suis d'accord.

La guerre d'Algérie

Durant la guerre d'Algérie, les immigrés ont bien travaillé, et je me faisais du mauvais sang pour ma fille qui militait. Elle se faisait porter malade, une fois pendant six mois, et allait partout : Grenoble, Lyon, Paris; les filles étaient organisées et avaient même des sœurs françaises avec elles qui les aidaient à faire des tracts.

Moi, je lisais à l'époque « France-Observateur » qui disait la vérité, et crois-moi, Claude Bourdet en a dit des choses. Il y a eu des problèmes dans le FLN, et c'est pourquoi on a liquidé certains, Abane Ramdane par exemple qui avait dit : « Pendant que certains vivent dans les hôtels nous mangeons des glands dans la forêt ». Ici, la collecte était bien organisée, et tous payaient même des épiciers ou des patrons de bars français, car sinon, ils n'avaient plus de clients. A Marseille, c'est au bar des glaces, rue Bernard Dubois, qu'on rassemblait l'argent, c'est un Bônois qui le tenait. Il y avait des traîtres aussi, comme ce gars qui a dénoncé Mme Roger, doctresse à l'hôpital de la Timone, qui aidait le FLN et qui a été arrêtée à Avignon. Il a été liquidé après. Mme Roger est allée vivre en Algérie après l'indépendance, mais elle n'est pas restée, va savoir pourquoi ! Ma fille, qui était au FLN, je la laissais faire ce qu'elle voulait sauf une chose : des réunions avec des hommes à la

maison. On habitait une cité des Chemins de Fer, et les voisins entendaient tout. Il y avait une voisine qui, dès qu'elle entendait quelque chose, venait chez nous sous prétexte de chercher du sel ou autre chose, alors j'avais peur qu'elle se doute de quelque chose en voyant ma fille avec des hommes, alors qu'avec des femmes on ne risquait rien.

La retraite

Après l'Indépendance, les enfants et la femme voulaient rentrer, moi je voulais attendre la retraite. En 1965, ils décidèrent de partir définitivement. Ce fut dur de rester tout seul, mais je ne pouvais pas quitter le boulot, 2 ans avant la retraite, et tout perdue. Ce fut très dur de rentrer, de trouver la maison vide; un soir j'étais dans mon lit et le sommeil ne venait pas. La tête me tournait et j'ai cru qu'il y avait une fuite de gaz. J'ai vérifié tous les tuyaux avec une bougie; ce n'était pas le gaz, c'était la tristesse, je pleurais comme une femme. J'ai passé 2 ans comme ça jusqu'en 1967 où j'étais j'ai pris ma retraite : j'ai terminé chef de manutention principal; échelon 9. Maintenant les enfants sont bien en Algérie. Ils ont eu des problèmes en 1965, avec l'histoire de Ben Bella. J'étais chez eux lorsque les inspecteurs sont venus perquisitionner. Lorsque je vais les voir, je ne trouve pas de médicaments, il faut se bagarrer pour faire les courses alors qu'ici... A la douane, si les employés me cherchent des noises, je les engueule, je leur dis que j'ai connu l'Algérie avant qu'ils soient nés. Ils critiquent les harkis, mais les vrais harkis sont dans l'administration. J'aime l'Algérie comme la mamelle de ma mère et c'est pourquoi je crie, même si je suis pas de là-bas. Boumédienne a bien travaillé, il a construit, les enfants vont à l'école, mais l'Algérie est encore comme un bébé... il faut le temps, et surtout éliminer les profiteurs, et il y en a. Si la France expulse les Algériens, il y a une solution : qu'on travaille 4 heures là-bas, mais que tous travaillent : les Algériens et les immigrés. Chacun doit gagner le pain de ses enfants. J'ai 72 ans, et lorsque je vais en Kabylie, je ne reconnais plus personne, il n'y a plus que trois anciens que je connais. La vie est à vous et ce que j'esouhaite, c'est que l'Algérie, le Maroc et la Tunisie arrivent à un accord, un bon accord.

Proposés de B. Hocine
Recueillis par
Kamel Belarbi

HOTELS MEUBLES

Pourquoi vous vous cachez dans cette malle ? Je me cache pas j'y habite.

Si j'avais voulu comprendre dès le premier soir de mon arrivé, on m'avait expliqué ce que c'est que la solitude, ce que c'est que la tristesse, l'obscurité de la chambre malgré l'électricité allumée, l'obscurité de la rue dans laquelle on était.

Quand il arrive qu'on parle des conditions de logement des travailleurs immigrés célibataires ou « célibatés » on ne retient souvent que le logement dans les foyers. Sans nul doute, la longue lutte des résidents des foyers Sonacotra a levé le voile sur un sujet jusqu'alors tabou et révélé les conditions scandaleuses où vivent un nombre important d'immigrés en France et quelques français considérés comme cas sociaux.

Avoir une maison à soi, pour un immigré, habiter avec d'autres dans un HLM ou dans un petit appartement avec un minimum de confort, ça fait partie encore, du domaine du fantasme, du rêve... Exclut du marché « normal » du logement. Les immigrés recourent à un autre marché parallèle, le marché du vétuste, de l'insalubre. Les hôtels meublés occupent une place de choix dans ce marché sinistre ou la faune des spéculateurs immobiliers et marchands du sommeil

semblent trouver son compte. Plus, ce logement reste un sujet gênant. Les médias sont étrangement muets. Ils en parlent à l'occasion d'un événement dramatique (incendie, morts), ou pour dénoncer des comportements rocambolesques d'un marchand de sommeil à la suite d'expulsions trop scandaleuses. Et encore ! On cherche surtout l'exceptionnel, le sensationnel. Dans les faits, à Paris seulement, près de 100 000 immigrés crouissent dans ces hôtels. En 1979, la préfecture estime qu'à Paris, 51 641 chambres abritent 86 429 personnes.

Ces chiffres sont approximatifs et à prendre avec réserve. On le sait, les statistiques sont plus discrètes sur ce sujet. Aucune sécurité, ni hygiène dans ces caves et au moindre mouvement ou protestation des locataires on brandit la menace de l'expulsion. Une réglementation pourtant minutieuse existe. Elle traite du sanitaire, de la sécurité des prix, de la première catégorie, de la deuxième catégorie, des normes... Peut-être est-elle trop précise ? En tout cas rarement appliquée. Résultat : conditions inacceptables de logement. Cette année 1980, comble de l'ironie, le Ministère de l'Economie a jugé bon de libérer certains prix et de dissoudre la Direction de la police Economique et la répression des fraudes qui était chargée de la recherche et de la poursuite des infractions sur les loyers des hôtels meublés. Et tant pis pour les locataires mécontents, contestataires. Les marchands de sommeil eux, sont à l'aise. Ils font la loi. Fixent les prix comme ils

entendent. Délivrent rarement des quittances. Les râleurs n'ont qu'à déguerpir s'ils trouvent mieux ! En cas de problèmes, les logeurs tirent leur épingle du jeu, se barrent, vendent leurs fonds de commerce et empochant les loyers jusqu'à la dernière heure. Le service d'hygiène et la police ferment les yeux. Cette dernière en revanche, souhaiterait juste quelques petits renseignements aux logeurs sur un tel... Connivence ? C'est à voir. Il ne faut pas hésiter à s'en prendre à ces marchands de sommeil qui nuitement renforcent la dose de l'exploitation qui vient se surajouter à celle du lieu de travail. Même pour « pieuter » l'immigré n'est pas épargné. Mais il faut s'en prendre davantage au pouvoir qui cautionne, se tait. Il a mis sur pied tout un arsenal de mesures législatives pour institutionnaliser ces logements taudis et protéger ces trafiquants. Même le maintien dans les lieux est refusé. La loi française ne prévoit pas le logement des occupants des hôtels meublés. Il ne sont pas considérés comme des locataires paraît-il. Sont-ils des fantômes alors ? Peut-on être un locataire fantôme 5 ans, 10 ans, 30 ans ? Pourquoi ne pas mettre à la disposition des mal logés ou sans logements tous ces immeubles vides appartenant à la ville ou les utiliser comme logements tiroirs. Des appartements collectifs peuvent être aussi une solution. Pourquoi la possibilité de réquisitionner un logement vide depuis plus de 6 mois a-t-elle disparu ?

Rejetés socialement par un système à la recherche continuellement d'un bouc

émissaire, les émigrés se replient dans ces cafés-hôtels pour retrouver misère et conditions lamentables mais peut-être aussi un oxygène social, une chaleur humaine, sourires, chants de compatriotes de là-bas, cet autre ailleurs et d'ici.

On verra souvent que c'est pour faire des économies que les immigrés habitent dans les hôtels meublés. Sans rejeter totalement cette explication. Disons que ce n'est nullement la seule motivation. Ne cherche-t-on pas plutôt une chaleur humaine, un regard, une solidarité, une famille ?

Dans cette période de la qualité de la vie et de l'environnement, les immigrés ne peuvent-ils trouver une chaleur humaine ailleurs que dans ces hôtels taudis ? Quand on sait que tous les immigrés cotisent tous par le biais du FAS à la construction du logement et qu'ils n'y ont pas toujours accès et même quand ils y accèdent on exige d'eux des loyers élevés et on leur propose des loges-caves, on ne peut être que scandalisé !

Faut-il pour autant se laisser faire ? Non et Non ! Un logement décent pour tous est un droit élémentaire. Le maintien dans les lieux est un droit qu'il faut arracher aussi.

Les expulsions doivent cesser et toute solution doit passer avant tout par une protection véritable des locataires.

Salah AL KORTOBI

DU COTE D'UN GERANT

tre personnes paient 200 chacune et le tour est joué, 800F la chambre au lieu de 350F. Et à bon entendeur salut !

Une famille c'est encombrant

Les possibilités d'accès au logement étant de plus en plus réduites on assiste paradoxalement à des prix de loyers élevés dans les logements les plus exiguës. N'en déplaise au plus démunis ! Ces trafiquants de la nuit peuvent renvoyer à tout moment un locataire et sans problème, les prétextes ne manquent pas. Comme ils délivrent rarement des quittances, sur simple invocation de non paiement de loyer le locataire peut se trouver dans la rue. Pour avoir les mains les plus libres et d'éviter de se trouver dans des situations embarrassantes, le propriétaire sélectionne minutieusement les candidats qui souhaitent habiter dans son hôtel ; des ressources suffisantes, mais surtout avoir des garanties pour y habiter et, de préférence être présenté par un locataire sérieux et ancien. Les familles sont souvent écartées.

Les prix sont trompeurs

En fait ces chiffres sont trompeurs et cachent la réalité. En plus du loyer, il faut ajouter les suppléments et il y en a ! 15% en sus pour faire la cuisine, 30% pour utiliser le chauffage, 10% pour la radio, 20% pour le fer à repasser... En principe les prix des chambres sont fixés par arrêtés préfectoraux. Chaque année la préfecture fixe un prix de base mensuel plus des majorations ou abattements éventuels. En 1979 la location d'une chambre dans un hôtel meublé varie entre 250F et 300F par mois. Cette réglementation vise théoriquement à protéger les abus des gérants dans la fixation des prix. En fait ni pressions, ni contrôles ne sont exercés réellement sur ces patrons. Surtout ceux qui jouent bien le jeu, renseignant... ceux là on leur foit la paix, et la boucle est bouclée. Ces logeurs fixent les prix par personne et non par chambre comme « chante » la réglementation. Dans les meilleurs cas pour une chambre homologuée à 250F par mois par exemple, le gérant la loue à trois personnes qui paient chacun 150F soit 450F la chambre. Pour une chambre homologuée à 350F, qua-

tré personnes paient 200 chacune et le tour est joué, 800F la chambre au lieu de 350F. Et à bon entendeur salut !

« Une famille c'est encombrant, m'explique un propriétaire, un célibataire c'est moins emmerdant et plus rentable. Il est mobile aussi ». On se comprend. C'est-à-dire qu'on peut s'en débarrasser aisément ! D'accord. Celui qui parle c'est un trafiquant de sommeil réputé. Il cumule en propriétés et en gérance plusieurs hôtels. Sur Paris seulement il semble qu'il est propriétaire de plus de 20 hôtels taudis (SIC). Il fait parti de ces « gens » qui aident les immigrés.

L'Amicale des Marocains en France

Responsable d'une association « L'Amicale des travailleurs et commerçants marocains, une véritable office de la police marocaine qui comme moyen de pression et de contrôle de l'émigration marocaine, ne semble guère se conten-

S.K.

Témoignage de deux locataires: Mr et Mme Chorfa

Nous habitons cet hôtel meublé depuis décembre 77, dans ses chambres de 3,5 x 2,4 m. On paye 600F de loyer par mois, sans parler du charbon, il y a des mois, on en a pour plus de 600F parce qu'il n'y a pas de chauffage dans les chambres, ni eau chaude. De toutes manières, il n'y a rien dans ce taudis. La porte d'entrée de l'hôtel ne ferme pas, il n'y a pas d'extincteur dans le couloir, aucune norme de sécurité, vraiment rien, les couvercles sur les poubelles c'est obligatoire. Non ici ça n'a jamais existé, l'électricité moitié 220 et moitié 110, même pas le même voltage. Dernièrement l'architecte est passé, il a déclaré que l'hôtel n'est pas en état de péril, c'est le comble je ne sais pas ce qui manque !. En plus ce logement qu'on occupe avec nos deux enfants est conçu pour le propriétaire et non les locataires cela veut que M. Bakri ne le déclare pas. D'ailleurs on ne sait pas très bien ce qu'il déclare. Les quittances de loyers ? Il faut vraiment trop insister pour les avoir. Si on les réclame pas, on ne les a pas. De plus elles ne sont même pas valables, ni timbre, ni signature.

Si vous habitez dans un hôtel meublé et que vous estimez que votre loyer est trop élevé, que les conditions d'habitation sont indécentes ou si vous êtes menacés d'expulsion écrivez au journal qui vous indiquera la procédure à suivre.

Caroline Rosi

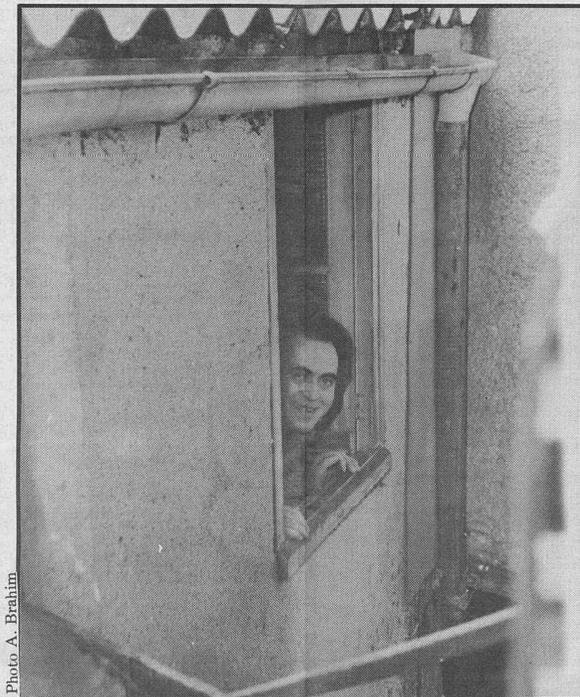


Photo A. Brahim

Rien. Ajoutons que cet hôtel meublé n'a de meublé que le nom, endehors de la table, trois chaises et une commode tout nous appartient. Il y a des chambres où il n'y a pas de lit, les locataires sont obligés d'en acheter. Dans la cuisine même pas un lavabo. On est les seuls ici à avoir un WC, à l'intérieur de la maison. Il faut voir aussi la propreté ! Ça fait deux ans qu'on est là et on n'a jamais vu un type de sécurité d'hygiène, visiter les chambres. Ils viennent directement au café pour empocher le frie et partent peut-être bien rond aussi. Je vais vous le dire tout haut, ça marche qu'avec le pognon avec ces gens-là on leur donne la pièce et c'est terminé. Pour eux c'est propre et c'est impeccable ! Nous, on sait qu'on a pris un chat pour des souris, parce que dites donc les souris ça court les escaliers par là. On est vraiment obligé, les loyers sont chers, il faut 4 à 5000F de reprises, en plus il faut passer par une agence, un ou deux millions

peuvent nous trainer maintenant, on sortira pas d'ici tant qu'on est pas relégué normalement. Le propriétaire préféré se débarrasser vite de nous, pour vendre l'hôtel à un promoteur ou à la ville de Paris et en faire un immeuble. Mme Clément propriétaire des murs, possède d'autres appartements et a la possibilité de nous reloger comment la joindre ? Ses dernières nouvelles ? Elle prend des vacances en Martinique. On l'attend. En attendant, il n'est pas question de quitter l'hôtel. On se laissera pas faire !

Propos recueillis par S.K.

Eléments de réglementation des hôtels meublés

Prix et conditions de location

Les prix des loyers en hôtels meublés sont régis par une législation spéciale, particulièrement complexe. En principe, les gérants d'hôtels sont tenus, préalablement à toute location, d'adresser au Préfet une demande de classement. Ils sont obligés d'afficher la catégorie et sous-catégorie de classement officiel de l'établissement ou des chambres. Dans chaque chambre les prix, taxes et service compris, pour une ou deux personnes, à la journée ou au mois, doivent être précisés aussi.

Le classement s'effectue en deux catégories. Dans le cadre de la libération des prix, les loyers des chambres ayant l'eau chaude et froide sont libérés, quelle que soit leur catégorie. Dans les hôtels de seconde catégorie, on trouve les moins confortables : - sous-catégorie M : pas d'eau courante dans les chambres. - sous-catégorie L : éclairage, eau courante et chauffage dans chaque chambre, mais pas de salle de bain ou douche commune. Pour cette seconde catégorie, les prix sont fixés par arrêté ministériel (exemple pour 1979, sous-catégorie M : 1 personne 150,90F/mois - 2 personnes 180,90F/mois; sous-catégorie L : 1 personne 180,90F/mois, 2 personnes 226,60F/mois.

Les gérants sont tenus, pour toutes les locations de chambres d'établir une note qui devra être remise au client au moment du paiement. Cette note doit comporter la date, la raison sociale et l'adresse de l'hôtel, la catégorie et sous-catégorie de la chambre, le numéro de celle-ci, la durée de la location et le nom du client. Le locataire peut vérifier la légalité du prix pratiqué à la Préfecture de Paris, 17 Bd Morland, Paris 4^e, section des hôtels, bureau 5032.

Entretien et sécurité

Comme tous les loueurs, le gérant d'un hôtel meublé doit

louer des locaux en bon état d'entretien et de réparation. Il n'a pas le droit de pénétrer chez son locataire sans son autorisation, sauf pour faire des travaux ou faire visiter en cas de vente. Les hôteliers sont responsables du vol ou de la dégradation des vêtements et bagages apportés dans leur établissement.

Expulsion et maintien

Si les locataires d'un hôtel meublé reçoivent un congé, individuel ou collectif, ils peuvent se défendre en justice de deux façons : - demander des délais importants avant l'expulsion. Si elle est obtenue en justice, cette mesure n'est que provisoire. Elle permet aux locataires de chercher un autre logement. A Paris, les expulsions sont interdites du 15 octobre au 15 mars. - Demander le

droit au maintien dans les lieux c'est-à-dire à rester sur place ou à être relogé. Selon la situation de l'hôtel et des locataires, plusieurs possibilités juridiques existent pour obtenir le droit au maintien dans les lieux. Des exemples ont été trouvés, même en cas de vent de l'immeuble, le droit au maintien dans les lieux peut être acquis. L'important est de ne pas hésiter à aller en justice. Pour cela, tous les locataires doivent être solidaires.

TYPE DE LOGEMENT PAR NATIONALITE

Type d'habitation	Italiens	Espagnols	Portugais	Yougoslaves	Maghrébins	Africains	Ensemble
1 Logement fortune	0,7	2,2	5,0	1,1	1,3	5,7	1,8
INSEE 1968	0,5 %	0,9 %	5,7 %		Alg. INSEE 5,7 %		3,1 1,9 %
2 Bidonville	0,1	1,0	6,3	0	1,4	0	1,3 3,3
INSEE 1968 : constructions prov.	0,8 %	0,8 %	3,4 %		Alg. INSEE 2,8 %	0	1,4 %
3 Logement prov. et baraquement	0,1	1,3	6,2	0	3,8	0	2,1 (1)
4 Hôtel meublé	1,3	3,6	8,9	24,7	34,5	19,7	13,9
INSEE 1968 : meublés et garnis	2,7 %	5,7 %	12,2 %		Alg. : 32 %		9,5 %
5 Chambre ou appartement meublé	8,3	22,4	22,3	18,4	16,5	18,8	16,0
Ses hôtel env. (4 + 5)			51,2		51,0		
6 Appartement HLM	9,7	6,9	1,6	1,8	3,4	0,4	5,9
7 Appartement non HLM loué vide	46,2	38,9	21,4	40,8	21,6	4,2	32,9
Sous-total : appartements vide (6+7)	55,9	40,8	40,0				
8 Maison individuelle Pavillon	28,9	14,8	22,4	9,8	5,6	0	16,8
9 Foyer	1,8	1,7	3,7	1,2	10,4	50,8	0,0
10 Centre de transit	0,1	0	0,7	0	0	0,3	0,1
11 Loge de concierge	2,4	7,9	1,1	1,5	1,4	0	3,0
12 Autre logement	0,3	0,4	0,2	0,7	0,1	0	0,3
Ensemble	100	100	100	100	100	100	100

(1) baraquement : ménages collectifs non recensés INSEE

(1) +

PAMBERIMBERI NE CHIMURENGA JUSQU'À LA VICTOIRE

Mars 1980 : Entre les otages américains en Iran qui font renfiler le monde entier ; entre l'invasion soviétique en Afghanistan qui fait défiler dans les rues, les pieux partisans des droits de l'homme et BO Derek la femme de feu qui envahit nos écrans, les médias ont donné un plus que discret retentissement à la Victoire de la Libération du peuple noir Zimbabwe, déterminante désormais pour la lutte des peuples opprimés à travers le monde et notamment pour les noirs sud africains.

Ce n'est ni la ZAPU, ni la ZANU, ni Mugabe, qui ont gagné les élections de mars 80 au Zimbabwe, c'est le peuple noir tout entier qui, par sa détermination et son combat incessant pour chasser le Mamba colonial, a imposé la défaite aux racistes blancs. Comme l'explique un vieux paysan zimbabwéen, « nous subvenons à nos besoins en nourriture, vêtements et logements avant l'arrivée des blancs. nous étions un peuple heureux et prospère, avant qu'on ne vous vole nos terres ». Quand Cecil Rhodes, qui gratifia le Zimbabwe du « nom » Rhodésie, signe en 1889, avec le roi de Matabele, un traité mensonger lui octroyant la concession complète et exclusive de l'exploitation des ressources minières, il s'exclame : « C'est le marché du siècle ! » Marché du siècle pour l'Angleterre, à travers la British South African Company. Dès 1896, s'enclenche le mécanisme : soulèvement nationaliste - répression coloniale. Les interventions anglaises, aux côtés des colons, n'auront pour but que la préservation des intérêts de la Couronne.

La première Constitution « Rhodésienne » de 1923 légalise la discrimination territoriale des races, par la loi de répartition des terres. Les colons achèvent de s'approprier les terres riches, tandis que les noirs sont relégués sur les terres hostiles et incultes. Dans leur soif insatiable d'hégémonie, les colons rhodésiens, avec la bienveillance de la Grande Bretagne, créent la fédération des 3 « Rhodésies », (actuellement Zambie, et Malawi), dans le but évident de piller les fabuleux gisements de cuivre. Mais ni le Malawi, ni la Zambie ne l'entendent de cette oreille, et en 1964, les deux états sont proclamés indépendants. Devant la montée des nationalistes, les colons blancs s'organisent à l'intérieur du front « Rhodésien », animé par le trop fameux Ian Smith, et proclament en 1965 l'indépendance unilatérale de la « Rhodésie ». La Constitu-

tion de 1969 instaure le racisme comme pilier politique fondamental, avec pour but, l'exploitation des richesses par l'asservissement de tout un peuple. « Egalité des droits pour tous les civilisés » disait C. Rhodes. N'étant ni civilisés, ni argentés, 90 % des 6 millions de noirs n'ont pas le droit de vote, monopolisé par les 250 000 blancs. Seuls 14 % des Africains terminent le cycle scolaire primaire, et une famille noire en zone urbaine vit avec 3000 F par an, une famille paysanne avec 900 F par an. Par contre, la scolarité est gratuite pour les blancs, et une famille blanche urbaine a un revenu de 34 000 F par an. 6500 fermiers blancs occupent 50 % des terres cultivables. Les 4 millions de paysans noirs occupent le reste, c'est-à-dire les terres sèches et incultivables. La « Rhodésie », étant le premier producteur mondial de chrome, grande exportatrice d'or, de cuivre, de nickel, de tabac, et de viande, attire bien des multinationales, qui profitent de la situation de marché noir, crée par les soit-disant sanctions économiques préconisées par l'ONU.

En dépit des délégations hypocrites de notre amie la France, les industries françaises s'expatrient allégrement au pays des sous-salaires, et des syndicats interdits pour les noirs. Citons, entre autres, Peugeot, Renault (tous les taxis de Salisbury sont des R4), Orlande, l'Oréal, Laroche, etc... Autre produit d'exportation français : « les virils et valeureux légionnaires » qui connaissent bien la région.

Comme en Angola, au Mozambique et dans tous les pays d'Afrique noire, le peuple zimbabwéen s'est doté d'organisations politiques et révolutionnaires, dans le cadre de son combat de libération : en 1957, création de l'African National Congress, pr J. N'Komo, interdite en 1959. Tel sera le sort de toutes les organisations nationalistes mises sur pied entre 1959 et 1963 : NDP, interdite en 1961, ZAPU de N'Komo, interdite en 1962, et la ZANU de Sithole, interdite en 1963. Plusieurs leaders et militants nationalistes (paysans, femmes, jeunes), sont arrêtés, torturés et mutilés à vie, et croupissent des années durant dans les geôles de Smith. Cette répression démontre la volonté farouche des colons de protéger « leur » patrie contre le nationalisme noir, « manteau du communisme ». Les années 72-74 marquent un tournant dans la lutte armée pour la libération du Zimbabwe, avec l'intensification de la guer-

la : « l'unité sur la base de la lutte armée, c'est-à-dire l'unité révolutionnaire, est la seule forme d'unité que nous considérons comme claire », dira Mugabe, fondateur, à sa sortie de prison, en 1974, du ZANU-Front Patriotique, branche dissidente du ZANU de Sithole. L'évêque A. Muzorewa, crée en 1972 l'African National Council. Il tentera à plusieurs reprises de négocier des miettes de pouvoir avec les racistes blancs, et sera premier ministre alibi du gouvernement « Rhodésien » de transition. Cet honneur lui a valu trois sièges parlementaires dans la nouvelle assemblée du Zimbabwe libre. La création du front patriotique et la réorganisation de la ZANLA, armée de libération, reposent sur la volonté commune de N'Komo et Mugabe de s'allier politiquement et militairement. « L'ennemi est terrifié, il est désespéré et tout à fait résigné à la défaite. Ce n'est pas le moment de relâcher nos efforts. Imposons lui la défaite. Détruisons ses remparts. Ne lui laissons aucune chance, poursuivons le dans tous les coins, chassons de chez nous la vermine coloniale ». (Mugabe, Zimbabwe News de janvier 1978).

Depuis mardi 4 mars 1980, c'est chose faite, avec l'écrasante victoire du peuple zimbabwéen. D'aucuns dans les médias occidentales et françaises, se sont étonnés de ce « miracle »... D'autres s'inquiètent du sort des racistes blancs, métamorphosés en potentielles victimes livrées à l'odieuse égalité raciale ! Ils oublient bien vite les villages génocidés, les tortures, les emprisonnements, l'esclavage de tout un peuple, les exils et les bannissements, les assassinats, les bombardements de camps grâce aux « alouettes » françaises (ces fameux hélicoptères qui se vendent si bien).

Mais la suprématie blanche impérialiste agonise. Et on n'arrête pas le cours de l'histoire. Demain, la Namibie, l'Azanie (Afrique du sud), recouvreront leur liberté.

Et avec le peuple du Zimbabwe, de Soweto à Kolwezi, de Accra à Addis-Abbeba, de St Denis de la Réunion à Fort de France, de Kingston à Harlem, et de Bahia à Barbès-les-Bains, nous avons crié de joie.

(*) *Serpent très venimeux.*

ATCHAM BITAH
EPOUPA
MAXU NANG

Tunisie: le procès des insurgés de Gafsa

Le procès des insurgés de Gafsa et de leurs complices s'ouvrira devant la cour de sûreté de l'Etat dans le courant de cette semaine. Une atmosphère de suspicion entoure le procès. A part les appels vouant à la mort les membres du commando qui risquent pour la majorité d'entre eux la peine capitale, aucune information ne filtre sur le déroulement des procédures. Ce sera le 2^o procès en l'espace de quelques jours avec celui des responsables du journal clandestin « Ec-Chaâb » jugé depuis le 5 mars par la cour d'appel de Tunis.

Dans un climat politique très tendu, aggravé par des perspectives économiques de plus en plus dramatiques, on peut se demander si les têtes qui risquent de tomber en grand nombre ne sont pas simplement des bouc-émissaires afin de justifier une situation qui n'a, de l'avis de plusieurs observateurs, que trop duré.

Le procès des insurgés de Gafsa s'ouvrira dans le courant de la semaine prochaine à Tunis. Au banc des accusés figureront plusieurs habitants de la ville cités au début comme simple témoins à charge, ils se sont avérés par la suite être des complices des rebelles. C'est le cas, d'un vieillard vénérable qui avait rejoint les rebelles et pris en charge la garde du commissariat occupé.

L'instruction a été menée tambour battant, les auto-

rités gardent, sur son déroulement, le silence le plus total.

Il y a quelques jours, les murs de Tunis s'étaient couverts en une seule nuit, de slogans exaltants « le combattant suprême » et vouant à la mort, non seulement les membres du commando venant de l'étranger mais également, tous ceux qui sont considérés comme « Traîtres ». Etonnants également ces appels lancés par certains



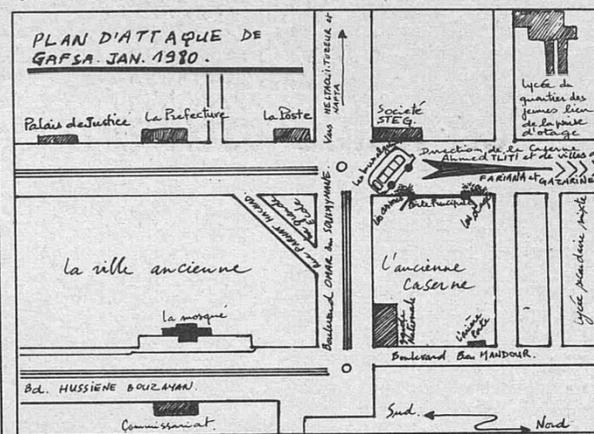
députés, avant même que ne commence l'instruction, appelant à la vengeance et au châtement des « mercenaires » qui, semblent-ils, n'ont pas tous été arrêtés et grand nombre d'entre eux continuent à courir malgré la campagne de ratissage qui s'étend maintenant dans tout le pays.

Des caches d'armes ont été découvertes ces derniers jours dans quatre endroits à Tunis, et des coups de feu auraient été tirés sur les policiers qui gardent la maison de la radio. D'autres affirmations de témoins font déjà de ce commando un mythe. Ainsi un gardien de la préfecture de Gafsa rapporte que lorsque les policiers ont pénétré dans une maison pour mettre la main sur un commando signalé, ils ne trouvèrent qu'un plat de pois-chiches encore chaud avec quatre cuillères plantées dedans. Les quatre hommes s'étaient volatilisés. En outre une vieille femme, vivant avec sa fille déclara avoir reçu l'après midi du dimanche un « assaillant », après avoir frappé à sa porte et attendu qu'on lui ouvre. Il a longuement expliqué les motivations du commando, puis a demandé un verre d'eau et un burnous et serait reparti.

D'autres témoins rapportent également que l'homme installé au sommet du Minaret criblé de balles n'a jamais été capturé et court toujours. Tous les témoignages tendent à situer les « assaillants » comme étant solidement enracinés dans la vieille ville et ayant bénéficié d'une plus grande complicité et en tout cas d'une certaine « compréhension » de la part de la population.

Dans ces conditions, le président de la cour de sûreté de l'Etat, Mr Heddi Jedidi, va-t-il être amené à juger de fait la ville de Gafsa qu'il verra défiler devant lui au banc des accusés ? Il y aura devant la cour, une cinquantaine d'hommes, dont environ presque la moitié est venue de l'étranger, les autres sont des habitants de Gafsa inculpés de complicité.

(Correspondance Tunisie)



Les principaux dirigeants du soulèvement: leurs motivations

- Ahmed Elmergheni : natif de Zarzis. Ce n'est qu'après douze jours de poursuite qu'il fut arrêté à hauteur de Chott-El-Jerid à cent km de Gafsa. Au cours de cette poursuite les forces de l'ordre mirent la main sur trois caches d'armes.

- Abdel Magid El Sakiri : natif de Méknassi. C'est là qu'il fut arrêté.

- Al Charif dit « le borgne » condamné à dix ans de travaux forcés à la suite du coup d'état de 62. Arrêté à Gafsa le lundi 29 janvier 80.

Tous les trois sont connus en Tunisie pour être des militants historiques du mouvement Youssefiste. Après l'échec de la tentative du

coup d'état de 62, un « front national des forces progressistes » d'obédience Youssefiste a été formé. Les hommes de ce front particulièrement actifs dans le sud tunisien dont ils sont tous originaires tentèrent plusieurs actions armées en Tunisie. Notamment en 72, où les objectifs visés étaient la maison du parti, le centre culturel américain et une centrale électrique. Puis en 75, avec comme objectif la voie ferrée de Gabès, ainsi qu'un hôtel pour touristes. A chaque fois ces groupes ont été démantelés et de grandes quantités d'armes saisies. Enfin en septembre 78, ont été découvertes d'importantes caches d'armes dans le sud.

La situation sociale

en Tunisie

De même qu'elle doit être située dans un contexte historique, l'action de Gafsa doit être replacée dans une conjoncture sociale, économique et politique. D'où le choix de la date du 26 janvier.

Une situation sociale où le mouvement syndical commence à s'affirmer après la répression sanglante du 26 janvier 78. Le ministre des Affaires Sociales reconnaît lui-même 212 grèves pour l'année 79. Sous la pression de la base et de la commission administrative, l'UGTT a été amenée à soutenir certaines grèves.

Le vendredi veille de l'action de Gafsa, les cheminots de Sfax, se mettaient en grève et menaçaient d'étendre le mouvement. Au lendemain de l'attaque, le lundi 28 janvier, les bus de la capitale étaient en grève et ce, malgré les menaces de la direction qui les mettaient en garde contre toute assimilation au mouvement de Gafsa. Quelques jours auparavant, l'importante usine Sogitex, employant un millier de travailleurs aurait été paralysée par un large mouvement revendicatif. D'autres mouvements sectoriels continuaient tout au long du mois de février 80. D'un seul coup les hausses sur le pain, l'huile, le café, la farine ont atteint 50 % et cela à la veille du 26 janvier 80. En choisissant cette date les insurgés donnaient d'emblée une signification à leur action. Ils la plaçaient dans la continuité du mouvement social de 77 et 78, et cherchaient à en faire un détonateur pour un véritable soulèvement populaire.

Si ce but n'a pas été atteint, ils ont par contre sûrement touché une certaine sensibilité sociale et syndicale dans la population. La controverse qui agite aujourd'hui les milieux syndicaux et politiques, consiste à apprécier le rôle de l'action de Gafsa dans le développement des luttes sociales : blocage ou relance à la faveur de cette action. La situation politique sous la direction du parti unique au pouvoir, rongé par les querelles internes et les luttes de clans, la situation politique devient quant à elle de plus en plus confuse, et les mouvements de révolte ne cessent de s'amplifier. L'important mouvement,

dont la ville d'El Djem, a été le théâtre en décembre 79 n'est qu'un exemple. A la suite d'un trucage, qui eût lieu au cours de l'élection des députés au parlement, la population de la ville n'a pas supporté qu'on élimine par des moyens frauduleux les candidats natifs d'El Djem ; elle a réagi en manifestant violemment, détruisant tous les lieux représentant l'autorité de l'état : Commissariat, préfecture, Mairie, usine de tissages etc... Il s'en est suivi de violents affrontements avec les BOP dépêchés de Tunis et de très nombreuses arrestations ont été opérées.

LES RETOMBÉES DE L'AFFAIRE DE GAFSA
Comme par enchantement, une fois le moment de stupeur, qui paralysé l'ap-

pareil d'Etat, passé, témoignages et aveux peu à peu disparaissent des médias tunisiens pour faire place à une large campagne exaltant le « combattant suprême » et appelant à l'union sacrée.

Maigre consolation pour le peuple tunisien, qui se trouve en réalité face à une faillite sans précédent de l'agriculture due à la sécheresse entraînant celle de l'industrie alimentaire et tous les secteurs qui sont liés à ces dernières.

Maigre consolation pour le sud tunisien qui à la suite de la rupture avec la Lybie et la fermeture de la frontière entraînant le blocage du commerce et le renvoi massif des immigrés se trouve condamné à la faillite financière la plus totale. (Correspondance Tunisie)

Les relations en milieu étudiant après Gafsa

Depuis le début de la semaine (rentrée des vacances d'hiver), les facs de lettres, de Droit, de Sciences, et de Sciences Economiques sont en grève.

Ce mouvement de grève lancé par la « gauche », qui n'est pas le premier de l'année ; Certaines facultés étant en ébullition constante (mouvements de boycott des examens, affrontements avec les « frères musulmans » etc...) s'est en quelque sorte emparé de l'affaire de Gafsa pour affirmer son soutien aux luttes du peuple (contre les hausses de prix, entre autres) et pour mesurer son influence sur la population étudiante face au mouvement des frères musulmans.

Le soutien à l'action de Gafsa est soit traditionnel : (groupe des Nationaux-démocrates : courant d'obédience nassérienne, pro-khaddafiste, implanté surtout en fac de Droit) ou mitigé chez les membres du courant M.L. (Lettres) et du groupe : « Ech-chaab don destin », qui considère l'action de Gafsa comme se situant dans un contexte essentiellement Tunisien, désapprouvant les manifestations lybiennes et dénonçant violemment l'intervention française.

On a assisté, en réaction à ces mouvements impulsés

par la « gauche », à des agressions perpétrées sur le campus par les frères musulmans (qui eux dénoncent bien entendu, l'action de Gafsa comme étant le fait des Lybiens, et avec les mêmes arguments que le pouvoir) ; affrontements violents qui font des blessés, intervention des BOP qui encerclent les facultés, espérant plusieurs arrestations (d'étudiants de gauche), on remarquera à ce propos que le pouvoir protégé à nouveau les frères musulmans et se sert d'eux pour mieux opprimer les mouvements de gauche, alors qu'avant Gafsa, il existait une tension réelle entre le Pouvoir et les Frères Musulmans, sans doute par crainte de voir se reproduire en T. une nouvelle « révolution islamique ».

Une manifestation était appelé en signe de protestation à l'intervention militaire française et devait avoir pour but le consulat de France.

Elle ne peut avoir lieu en raison de la présence massive des forces de police qui protègent d'ailleurs tous les bâtiments officiels français depuis l'annonce de l'intervention et en raison de l'occupation par ces mêmes forces de police des facs et du campus.

Fatima

La tuerie du Bd. Haussman : des soldats?...

Inhabituel procès à la cour d'Assise de Paris où comparaissent les deux meurtriers du représentant de l'OLP en France et, un de ses collaborateurs. Procès dont la coloration politique évidente avait pour toile de fond la Palestine.

Mais les dès étaient pipés, l'avocat général tantôt ménageant la partie civile, tantôt ménageant les accusés traduisit l'embarras des autorités françaises.

On assista donc à un procès « politique » jugé par une juridiction de droit commun dont le contexte historique et politique, échappa complètement à la Cour et aux jurés.

Quinze ans de réclusion criminelle tel a été le verdict rendu par la cour d'assise de Paris, vendredi 7 février, pour Husni Hatem et Assad Kayed auteurs de la tuerie du boulevard Haussman du 3 août 1978 où trouvèrent la mort Ezzedine Kalak représentant de l'OLP en France et Adnan Hammad trésorier.

Ce double assassinat frappa de stupeur tous ceux qui en France manifestaient de la sympathie à la cause palestinienne. Surtout lorsque l'on connaissait la personnalité d'Ezzedine son itinéraire... et son dévouement à la Palestine.

Quant à Adnan militant du FATAH il était depuis peu en France (cf. SF. N° 05).

Ceux qui ont tué Ezzedine et Adnan ont déclaré après que la sentence soit prononcée « qu'ils avaient fait un cadeau à la Palestine ».

Désavoués par tous, abandonnés par ceux qui ont commandité le crime, ils vont jusqu'au bout de leur cynisme entreprise « Nous avons obéi à des ordres, nous sommes des soldats » disent-ils à la cour.

Curieux « soldats » que ceux qui tuent sans savoir à qui ils ont à faire.

Connaissaient-ils Ezzedine ? Que savaient-ils de son action menée en France pour la Palestine. Savaient-ils que Adnan revenait du Liban, et qu'il avait livré bataille, les armes à la main, contre l'armée syrienne et les phalanges libanaises ?

Non, ils ne le savaient pas. Ils ont obéi à un ordre venu de Bagdad. Comme les soldats jordaniens ont obéi au petit roi en 1970 en massacrant 20 000 Palestiniens.

Ils ont obéi de la même manière qu'obéissent les pilotes israéliens lorsqu'ils ra-

sent de la carte un village du sud Liban.

Mais jusqu'à quand certains décideront-ils de régler leur différent politique par la seule réponse des armes. Mais gardons-nous de leur jeter l'anathème. Leur histoire personnelle se confond avec celle de tous les Palestiniens. L'Histoire sordide d'un peuple déchiré, exilé bombardé et mis dans des camps de réfugiés.

Malheureusement, ils ont été manipulés à merci à une fin qui les dépasse et qui n'était pas la leur. S'en sont-ils seulement rendu compte ? Apparemment

non. Pourtant dans le box ils se sont retrouvés seuls avec des avocats, commis d'office l'un d'eux Mr Francis Spiner dira :

« Nous jugeons des hommes perdus, des hommes abandonnés, des hommes de grande solitude ».

Et c'est encore la solitude... qui les attend... celle des prisons.

Il est à souhaiter que ceux qui les ont entraînés dans cette galère les réclament permettent ainsi une expulsion salvatrice !

Farid AICHOUNE

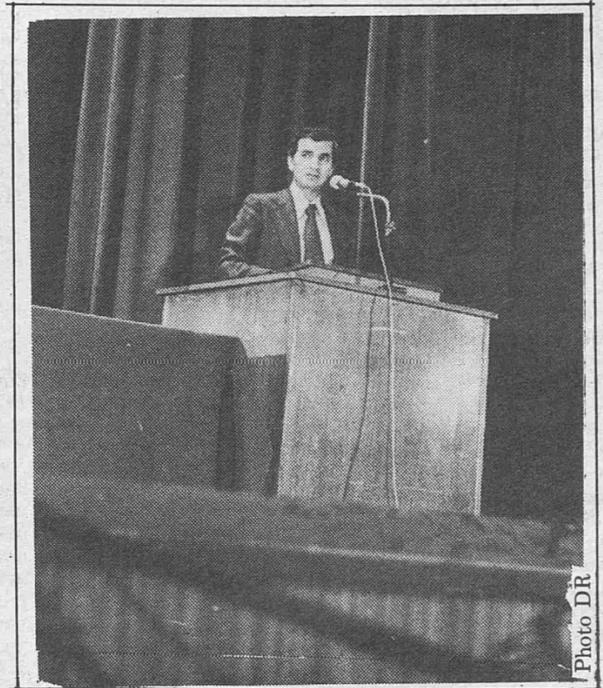


Photo DR

Vous avez dit autodétermination?

Les médias n'ont retenu dans les déclarations de Giscard, que l'odeur du pétrole, que l'équation : Autodétermination du peuple palestinien = Pétrole ! Bien.

Le dessin de Plantu dans le journal *Le Monde* résume parfaitement cela aussi. Giscard demandant à un pompiste arabe : « Combien vous dois-je ? ».

Ce dernier lui répond « Un Etat Palestinien ». Bien. Mais jusqu'à quand l'Occident ne verra-t-il dans le monde arabe et l'Afrique que des centres pétroliers, des mines et des matières premières ?

Va-t-on s'apercevoir un jour que des peuples, y vivent et aspirent à la

liberté, la démocratie et l'indépendance ? L'autodétermination du peuple palestinien. Quoi de plus normal ? Quoi de plus légitime qu'un peuple martyr retrouve son droit à la vie, à la dignité ?

La reconnaissance de l'OLP par l'Europe semble être à l'ordre du jour. C'est pas trop tôt. Pourquoi avoir tant attendu pour enfin reconnaître une réalité.

Maintenant il faut que les intermédiaires cessent et que Arafat vienne !

Qu'on dise aux Palestiniens eux-mêmes que le peuple palestinien a le droit à l'autodétermination et à un toit. Levez les rideaux de fumée puante du pétrole !

Louis Arti: «tu vois le Sirocco comment qu'il souffle, Kmoussi?...»

C'est comme caractériel qu'il se définit ce type qui chlingue le soleil et le charbon. Son œil gauche rempli de Méditerranée. Il a jumelé la Lorraine et l'Algérie par ses larmes... comme tant d'immigrés.

les voyages forment la jeunesse... il a voyagé... et pas en première classe. A Behren Cité, aucun homme n'a le même pays... pourtant tous ont le même destin... le trou de la mine d'abord..., et puis l'autre... le chemin au bout... cleui où le soleil tombe à jamais... deux trous pour une vie... j'aimerais pas être mineur... Arti l'a été.

Louis Arti : D'abord le mot Disque, pour moi ça signifiait ma fin. Parce que je suis contre tout ce qui est fixé définitivement... Alors que quand « on voit » c'est plus vrai... Je ne crois pas qu'on puisse écouter un disque tous les jours, mais on peut voir chanter quelqu'un longtemps sans s'en lasser trop vite. Parce que dans la vie chaque minute n'est jamais la même, sur la scène aussi : ce doit être comme ça : le plus près de la vie et le plus loin du métier.

D'ailleurs si j'en suis là, depuis dix ans que je chante, c'est parce que je n'ai jamais accepté le métier comme une école, c'est plutôt lui qui s'est « moulé » sur moi : il m'a imité...

J'ai commencé à chanter, dans les rues de Behren Cité, de Forbach, ensuite Paris, la France, etc... puis après en Allemagne. Plus de chantier, le chalumeau et le chef, l'ingénieur, j'les ai jetés dans la même caisse à outils !

C'est à Metz que tout a vraiment été fait. Le public m'a tout de suite aimé. J'étais heureux, mais d'un autre côté j'avais honte en pensant à ce que j'avais vécu, et en pensant à ceux qui étaient restés là-bas..., à la mine, dans ces cités où l'on est considéré comme des rien. « Ma vie de rien », cette chanson accroche toujours le public, pourtant ce « succès » m'a toujours fait mal.

J'ai rencontré Ricet Barrier qui a été mon entraîneur quand j'ai sauté les premières haies de Paris... à chaque fois que je montais sur scène, je pensais à Behren pour me fouetter le sang ! Quand j'ai quitté la France en 75, c'était pour en finir avec tout... cette saloperie de peur qu'ils avaient de moi... J'ai compris depuis que tout homme engagé à fond dans sa propre

histoire met un gouffre sous les pieds de ceux qui n'ont pour rails que les idées des autres...

Pendant deux ans, j'ai vécu, pratiquement seul, dans le nord de l'Angleterre. Un jour je suis rentré en France. J'ai retrouvé Belaid : « eh loulou, y a un chantier en Tunisie, tu viens ? ». C'est là-bas en Tunisie, avec ces jeunes que j'ai commencé à partager ma vie. Ils m'ont remis l'âme en place... la tête n'avait qu'à suivre. Ils m'ont dit « Ghani, Ghani ! » et j'ai de nouveau chanté, en repartant de mes origines. C'est en m'appellant Kmoussi qu'ils me montraient que la vie était là : « Tu vois le Sirocco comment qu'il souffle, Kmoussi ?... eh ben suis le... toi tu peux, vas-y » !

Un jour, à Metz, y a deux jeunes qui me proposent d'enregistrer une bande. Xavier et Pascal (18 ans environ). On a essayé d'enregistrer ça chez Michèle une amie, puis n'ayant pas le son, on a fini par trouver une église et un curé très jeune, qui nous a ouvert les portes de ce « studio » où on a fait les miracles qu'il fallait... Xavier me dit « écoute, la bande est très bonne et je connais un graveur pas cher à Paris. En plus tous les gens qui ont écouté l'enregistrement en veulent un... Alors on fait le disque ! ». Fallait des sous pour ça. J'ai lancé une sous-

cription, et c'est parti comme ça : tous ceux de la Moselle qui m'aimaient m'ont envoyé 30 francs. C'est ainsi qu'on a fait le disque... Jacqueline s'est occupé des pochettes.

J'ai eu beaucoup de chance dans ma vie, et la première des chances c'est d'avoir plusieurs origines. Mes arrières parents étaient italiens, mes parents et moi sommes nés en Algérie (où j'ai vécu jusqu'à 13 ans). Et après la mort de mon père, ma mère, ma petite sœur et moi avons quitté l'Algérie pour aller en Lorraine. Quand je travaillais à la mine de charbon (au puits Wendel 3), j'entendais d'abord parler ce patois de Moselle (Allemand) ainsi que l'italien, l'arabe, le polonais, l'espagnol, le russe, etc... ça fait que je me suis « culturisé » de toutes ces langues qu'il me fallait absolument comprendre si je voulais faire mon travail en bonne intelligence avec les autres... Et ça, c'est une chance. D'ailleurs, pour les chansons que j'écris et la façon de faire mon métier « l'entité nationale » m'est complètement inutile.

Louis Arti passe sous l'égide de « Sans Frontières » au « Point virgule », 7 rue Sainte Croix de la Bretonnerie à partir du 18 mars à 20h 30.

Mounsi et Aziz

Prix des places : 30F, 22F pour les lecteurs de « Sans Frontière ».

MUSIQUE

DIEUDONNE N'DIAYE «A ma mère»

« C'est que tous les enfants Voient l'amour de leur mère Comme un fruit d'arbre A leurs deux mains tendues Et sa saveur peu à peu Devient si coutumière Qu'on ne connaît son prix Qu'après l'avoir perdu ».

C'est l'un des très beaux poèmes de ce disque de Dieudonné N'Diaye : « A ma mère ». Sur un pleur de violoncelle, des notes de guitare et des battements de tambour, des voix chaudes et profondes modulent, crient, spalmodient ou chuchotent des chants, des poèmes, des contes. Cette œuvre dit le drame de l'enfant arraché à sa mère (« Mère tu as vieilli et je

n'ai jamais su... Et mon cœur s'est durci au froid de ton absence ») ; mais aussi exilé de sa terre mère (Nuit Africaine, Afrique mère...) et de son pays (O Gabon, Enfant du Gabon...) Enfin, une bonne musique, et un excellent enregistrement ne font que rendre plus proches les très belles voix des autres artistes qui ont participé à l'élaboration de ce disque. Citons par exemple celles de Laure Moutoussamy, Marie Claude Benoit, George Anderson.

Aline N

« A ma mère » : Dieudonné N'diaye.

Rythmes noirs

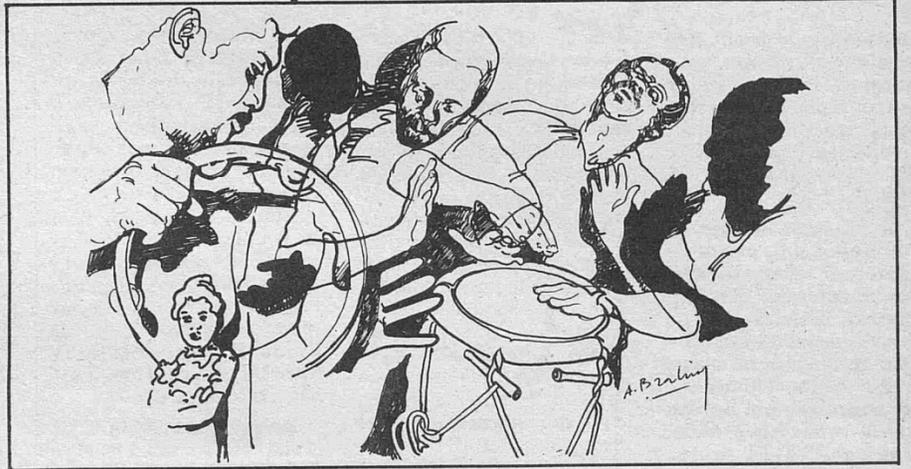
Cette année va confirmer la tendance qui s'est déjà amorcée depuis 1975 de l'empreinte de plus en plus large des cadences noires à Paris. Ces rythmes évoluent dans un cadre toutefois nouveau, hors des relets pervers de l'exotisme mythique, pour atteindre au témoignage d'une identité et d'une présence, dont

l'affirmation est devenue plus sereine, hors de toute idée de ghettos culturels et de réflexes conflictuels. Certains lieux à Paris sont en passe de devenir l'illustration permanente de ce constat, par-delà les modes et les mythes : le Théâtre Noir, la salle Wagram et autres la Chapelle des Lombards. pour appuyer et confirmer

dans le temps ces cadences, le disque est au mieux de son fleurissement. Quelques microsillons font ainsi le bonheur des nuits chaudes ou des plaisirs particuliers.

Certains ont une gloire éphémère, sinon épisodique, d'autres s'inscrivent dans le temps, avec une durable magnificence.

des disques et des chansons



Ijahman a mis dans sa musique et dans ses textes toute la religiosité et le rite sulfureux du Rasta ascétique. Avec « Are we a warrior » et « Haile I Hymn », c'est le cheminement émerveillé et pieux d'un Reggae du terroir amenagé à la sauce « Export ». Contemplations, énergie purificatrice et extase du rythme aux effluves du Gandja, les disciples de Jah font de plus en plus remuer du cul, à défaut des consciences universelles... En attendant les temps nouveaux. Ijahman est savoureux, excellent.

Dans un registre différent, Errol Dunkley fait danser le Reggae en répétant sans discontinuer « OK Fred ». Obsédant et par moments irritant. Les danseurs aux sueurs impénitentes m'en voudront. Il est vrai qu'au Palace, les textes de chansons dégoulinent sur les corps sans les pénétrer : pauvres fêtes sans mémoire !

Certains parlent d'un nouveau souffle de la Soul Music et du feeling noir américain, avec le disque de Sugarhill Gance. Mots et dialogues semés avec poigne, sensualité nerveuse et sentences appuyées sur fond musical. Il paraît que ça se fait de plus en plus. Dans le cas de Sugarhill Gance, le fond musical est celui de « Good Times » du groupe Chic.

Référence inattendue, pour le moins. Expérience curieuse que ce style de musique où le timbre vocal noir bat la cadence avec le relief de la parole. Espérons que ce ne soit pas le dernier lieu où l'on cause. L'album s'appelle « Rapper's Delight » : allez donc savoir pourquoi ?

Soul majeur agrémenté de nostalgie, avec des clins

d'oeil disco, un rien funky, quelques intonations blues avec grosse caisse au goût du jour, voilà livré dans son réalisme ambigu le « Isaac Hayes » façon 80. Les nostalgies du fascinant « Feeling Keeps on coming » et de l'immense bonheur du « I stand accused » d'il y a quelques années vont boudier son nouveau « Don't let go ». Isaac Hayes va-t-il désormais faire du disque « fonctionnel », repassé à l'ordinateur du show business, au grand dam du courant « Black Moses » qu'il y a naguère porté au regard de l'universel ? Si c'est le cas, il n'a plus qu'à se laisser pousser les cheveux. La nouvelle génération qui va prendre son train en marche ne saura plus jamais rêver sur sa voix superbe. A ce rythme, on s'essouffle vite et la fidélité n'est plus qu'un vain mot.

Millie Jackson, c'est Madame Soul Revival. Une voix au timbre et au volume majestueux. On dit de Mille Jackson qu'elle est pérennité du Rythm'n Blues et de la Soul Music. Le mariage musical Millie Jackson - Isaac Hayes en un album intitulé « Royal Rappin's » fut un événement, fin 1979. C'est un événement qui dure. Il s'agit d'un disque très plaisant, duo érotiquement racé, si l'on peut dire, quelques pointes de Soul orthodoxe, orchestration digne de la maestria de Isaac Hayes, mélodies suaves et rythmiques calibrées. Mais il faut bien dire que l'on reste sur sa faim, car on attendait mieux encore de ces deux voix noires majeures dans la Soul Music que ce cabotinage complaisamment étalé à longueur de sillons.

Sam Mangwana vit en Côte d'Ivoire et ses disques se

vendent actuellement avec un succès remarquable. Les records de vente n'ont d'égal que le mémorable Soul Makossa de Manu Dibango, fait notable dans le disque africain. Sam Mangwana est un ancien coéquipier du congolais Franco qui a fait au mois de février le bonheur d'un public noir à Paris. Avec son « Waka waka », Sam Mangwana n'est pas un poète. Il s'agit d'une musique directe, au ras du corps, efficace, terriblement dansant. Un cocktail plaisant de rythmes africains qui satisfait aux attentes des clubs échauffés. Il parle de rythme et de la Femme, merveille et piège. Bien que cette musique n'ait aucune prétention, son inspiration gagnerait toutefois à être renouvelée. Pour l'heure, on ne peut que lui souhaiter que cela marche toujours aussi fort pour lui, tout en craignant qu'il ne parvienne jamais aux sphères supérieures du génie.

Le 30 cm de Atomic Bomb se laisse écouter et danser avec un égal plaisir. Mélange subtil aux odeurs végétales du Nigéria de Fela Awikulakpo Kuti, il s'en dégage des miasmes de Rythm'n Blues, de Reggae contenu et d'Afro-Beat où l'esthétique prend le pas sur la fougue et la hargne. On observe que c'est du talent qui se vent plutôt bien. Déjà qu'il est peu connu sur le marché, Atomic Bomb risque, s'il ne se renouvelle pas assez rapidement, de verser assez tôt dans le domaine du génie méconnu, et la bombe en question n'aura été qu'un involontaire canular.

D'origine africaine, Amadou Balake s'est enrichi des charmes new-yorkais. Il a sillonné le Bronx et Manhattan, s'est pénétré du dur

réalisme de Harlem, en ayant conservé dans sa tête et son corps les sons vibrants et sourds de son expérience africaine. Le tout a donné la vérité à un 30 cm au professionnalisme carré et au message noir en demi-teintes. Intéressant et prometteur.

On parle de mieux en mieux de Gene Chandler, un n° 1 qui mérite de le rester. On constate un come-back du groupe noir américain Kool and the Gang. Pas grand chose de neuf à leur horizon, mais leur dernier « If you feel like dancin' » est au point dans le genre.

On peut se procurer de la musique noire à Music Place, au 138 bld Voltaire à Paris. Music Place réalise le tour de force depuis quelques années, de proposer dans ses différents rayons une gamme exclusive de disques en « Import » direct, provenant aussi bien des Amériques que d'Afrique noire. On y trouve tous les genres musicaux du monde noir de la musique. Aussi peut-on y découvrir des rayons Soul, Reggae, Antilles, Musique Africaine, Afro-cubains, Latino-Américain, tant il est vrai qu'il y a comme une vieille histoire d'amour entre les goûts d'Afrique et les charmes chaleureux des cadences latino-américaines. On peut également trouver, dans le même esprit, ou peu s'en faut, de la musique noire chez Afric Music au 80 rue d'Alésia, ou encore au Kubaney Music, 29 rue de Rocroy à Paris.

Les musiques noires à Paris, dans leurs diverses expressions ont l'antre obscure des manifestations jugées insolites, et dans de nombreux cas observés avec une condescendance amusée ou parfois avec suspicion.

Elles témoignent aujourd'hui de leur réalité de vie, et de celle des communautés qui portent ces musiques en elles.

La musique de Nègre, pour les autres, est de moins en moins observée comme un anachronisme, Elle a intégré sa place légitime dans le concert des cultures.

Francis LALOUP

DISCOGRAPHIE

Sam Mangwana (Waka Waka - S 001)
Amadou Balake à New Yorks (LS 22)
Atomic Bomb (Atomic Bomb WR LP 1002)
Ijahman (Halle I Hymn-PG 210)
Errol Dunkley (of Fred - CH 2001)
Sugarhill Gance (Rapper's Delight vogue 114)
Isaac Hayes (Don't let go Polydor I - 6224).
Millie Jackson - Isaac Hayes (Royal Rappin's - PD I - 5229)
Mongnito presente Laba Sosseh (La Sittiera - LS 26)
El Gran Combo (RC SLP 2013)

LIVRES



Une vérité indésirable

Les années quarante sont dures au Maroc, alors partagé entre l'Espagne dont l'armée occupe le nord et la France qui exerce son protectorat sur le reste du pays. Une clochardisation à l'échelle d'un peuple pousse les paysans au ventre creux sur le chemin de la ville où ils espèrent trouver du pain. Venant du Rif, le petit Mohamed et sa famille se retrouvent à Tanger. Une nouvelle existence commence alors pour lui. Une existence où l'amour et la tendresse n'ont aucune place. Très tôt, Mohamed fait connaissance avec les poubelles

du quartier européen, mieux approvisionnées que celles du quartier arabe. Sa mère, toujours entre deux couches, vend des fruits et des légumes pour faire vivre la famille et n'a pas le temps de s'occuper de lui. Son père, homme cruel et égoïste, passe ses journées à boire et à répandre la violence autour de lui. C'est loin des colères de ce père qu'il détecte que Mohamed fait l'apprentissage d'une liberté sauvage. Vagabond nocturne, il partage avec ses compagnons de passage les seuls plaisirs qui leur restent : la drogue, les putains

et l'alcool. Le sommeil le surprend souvent au cimetière, où au moins, il ne risque pas d'être violé. Tournant de sa vie une discussion politique orageuse lui fait prendre conscience de son analphabétisme : à vingt ans il décide d'apprendre à lire et à écrire.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, Mohamed Choukri parle de son passé, de ses projets et du « pain nu », cette vérité toujours indésirable en terre d'Islam...

R.M.

«Je me suis engagé avec les marginaux et c'est déjà une politique»

Sans Frontière : Dans quelles circonstances as-tu appris à lire et à écrire ?

Mohamed Choukri : J'ai été analphabète jusqu'à l'âge de vingt ans. Une bourse m'a permis d'étudier pendant trois années, j'en ai profité pour lire énormément tout ce qui me passait par les mains. J'ai eu ensuite la chance d'être reçu à l'école normale de Tetouan. Une vraie chance parce qu'à l'époque il n'y avait pas de condition d'âge et de diplôme pour passer le concours.

S.F. : Le pain nu est ton premier livre ?

M.C. : Pas exactement. J'ai d'abord commencé par écrire des nouvelles dont plusieurs ont été publiées dans des revues américaines et libanaises. J'ai aussi écrit deux livres de souvenirs consacrés à Jean Genet et Tennessee Williams ainsi que quelques pièces de théâtre qui n'ont d'ailleurs jamais été jouées. J'ai écrit le pain nu en 1972. Il est paru en Angleterre en janvier 1973 sous le titre « For bread alone ».

S.F. : Pourquoi ce désir de raconter ta vie ?

M.C. : Je n'écris pas pour la forme, pour le style mais pour exprimer mes sentiments. Le pain nu, ce n'est pas de la littérature, c'est un document social, un témoignage sur une époque, en marge de l'histoire officielle. J'ai décrit ce que j'ai vu, sans rien inventer. C'est aussi un procès contre mon père.

S.F. : Un procès contre ton père ?

M.C. : Oui j'ai voulu lui régler son compte, me débarrasser définitivement de lui. Je l'ai détesté pendant toute ma jeunesse pour le mal qu'il m'a fait. Il y a quelques temps j'ai appris par hasard qu'il était mort. Ça m'a laissé indifférent. L'indifférence a remplacé la haine.

S.F. : On a l'impression que tu es marginal par rapport aux autres écrivains maghrébins ?

M.C. : Je ne sais pas si je suis marginal par rapport aux autres écrivains, en

tout cas je ne suis pas publié dans les pays arabes ; parce que je dis les choses telles qu'elles sont : le système social qui pousse les hommes à fréquenter les bordels et à se droguer, la condition très dure de la femme arabe qui n'a le choix qu'entre être pute ou épouse cloîtrée... mon combat se situe avec les marginaux. Je suis engagé avec les marginaux et c'est déjà une politique.

S.F. : Quels sont tes projets ?

M.C. : Je travaille actuellement comme secrétaire dans un collège, au Maroc. J'ai l'intention de demander une demi-retraite pour pouvoir me consacrer à l'écriture, aux voyages, à l'amitié... Je vais certainement aussi écrire une sorte de suite au pain nu. Enfin on verra.

Propos recueillis par Mohamed RAMDANI et Mohamed NEMMICHE

Le pain nu, de Mohamed Choukri. Maspero (environ 37F).

CINEMA

AMIENS: à l'heure du festival du film antiraciste

Amiens a accueilli du 29 février au 9 mars les premières journées cinématographiques contre le racisme, et pour l'amitié entre les peuples. Pour la première fois en France et de surcroît dans une ville de province a lieu une telle manifestation cinéphile consacrée à la lutte contre le racisme, à l'expression des minorités, victime de discrimination, et des peuples en lutte pour la libération nationale.

Nous devons cela à l'initiative de « l'association pour les journées cinématographiques d'Amiens » qui est une rencontre du MRAP et de la municipalité, plus les associations culturelles locales (Maison de la Culture, Office culturel Ciné-critique et le ciné-club immigré). Pourquoi une telle association et quels sont ses objectifs ? Le Président qui est aussi membre du secrétariat national du MRAP, Mr Garcia, s'explique longuement dans « Droits et Libertés ».

« Cette initiative n'aurait pu avoir lieu sans deux éléments fondamentaux. Tout d'abord, le MRAP, dans ses activités a toujours utilisé le cinéma comme support pour ses débats (...)

« Devant l'intérêt suscité par le cinéma, le MRAP a décidé de mettre sur pieds un véritable festival international de cinéma antiraciste et de réunir les premiers éléments d'une cinémathèque anti-raciste ».

« Ce festival a pour but de contribuer à la lutte contre le racisme. Nous voulons que le public, car c'est lui que nous nous adressons, connaissent réellement ce qu'est l'immigration et pourquoi des peuples doivent s'exiler pour vivre ».

Il y a eut projection de plus de 80 films venus de 35 pays regroupés en 4 catégories : « Hors compétition ; compétition ; information ; et rétrospective ».

Premier grand prix du long métrage : OK Mister, Parvis Kimiavi (Iranien 1977, film prémonitoire).

Grand prix du court et moyen métrage : page de vie de l'immigration, Alvaro Bizari (1977). Immigrés italiens en Suisse qui expriment par la poésie leurs conditions de vie.

Prix de la ville d'Amiens:

« Le cauchemar parfumé », film philippin de Kidlat Tahimik, cinéaste autodidacte. Film sur l'occident miroir aux alouettes.

Prix spécial du jury. Agripino.

Prix du MRAP : Black Britannica.

Donc de nombreux films intéressants et inédits en France ont été programmés et suivis de débats assez passionnants avec la présence de certains réalisateurs tel que Merzak Al-louache, Omar Gatlato et les « Aventures d'un Héros »; Fernando Solanas qui lui a réalisé « le fils de Siero » (film argentin); Assia Djebbar avec « La Noubas des femmes du Mont Chénoua » (c.s. interview réalisé dans le n° 8 de SF); Marie Claude de Farge avec « Le Rêve Persan »; Margaret Henry pour cet admirable film « Blacks Britannica »; Helvio Ceto « La dernière Cène » et bien d'autres réalisateurs. J'estime l'idée d'une telle expérience être très intéressante dans l'immigration amienne qui est de « ciné club immigré ».

En venant à ce festival, je pensais y rencontrer des gens plus ou moins convaincus, motivés par une telle manifestation, eh! bien non, il y a eu jusqu'à présent un public, dont le seul souci était de venir voir un cinéma différent et qu'ils n'auront peut-être pas l'occasion de revoir. J'espère que l'idée à Amiens d'une rencontre entre réalisateurs, créera une solidarité assez grande avec le public et un soutien éventuellement aux étudiants étrangers qui risquent d'être expulsés.

Les films primés seront projetés à Paris le 21 mars lors du congrès national du MRAP, qui aura lieu le 21, 22, 23 mars à la Bourse du Travail, au métro République.

Nemmiche Mohamed

Aux Algériens ayant pratiqué le cinéma de loin ou de près (techniciens, caméramen, comédiens, comédiennes, maquilleurs, etc...) désirent participer à un dossier sur la question de l'emploi dans ce domaine, dans le cadre d'une revue algérienne de cinéma, pour tout contact demander Mohamed à Sans Frontière. Tél : 606 15 68.

Une nouvelle cinéaste égyptienne

Les doigts de la main suffisent encore pour compter les jeunes femmes égyptiennes ayant osé s'approprier la caméra. Alouia Zaki, réalisatrice de feuilletons télévisés, Laïla Aboussaf, auteur d'un film sur les femmes, Attiat El Abnoudi, connue pour son beau court métrage « Le cheval de boue » sont les premières à avoir fait le pas. Le dernier festival d'Alexandrie réunissant des cinéastes méditerranéens, nous a permis de découvrir une nouvelle cinéaste égyptienne, Asma El Bakri qui fut la lauréate de ce festival. Son film « La goutte d'eau » s'impose par la rigueur des cadrages et la majesté de ses images. Une grande sobriété dans les mouvements de la caméra permet d'apprécier pleinement la beauté de chaque plan. Les images défilent lentement pour évoquer avec simplicité des scènes de la vie quotidienne. Pas de commentaires, juste une musique traditionnelle, très belle, que ponctue parfois le silence.

« J'ai été subjuguée par la beauté de ces oasis, et j'ai tout de suite voulu en faire un film, nous déclare la réalisatrice. Les scènes ont été tournées à Kharga et Dakla, avec une équipe réduite : pas plus de cinq personnes. Le tournage s'est très bien passé et a duré une semaine ».

Malgré les deux prix remportés au festival, le film éprouve quelques difficultés à être distribué. Le circuit des festival s'il permet de se faire connaître, n'est pas suffisant pour rembourser les frais occasionnés. Pour cette jeune réalisatrice, qui a dû produire elle-même son film, ceci pose des problèmes : dans l'impossibilité de trouver un autre producteur, elle est bloquée pour achever son second film : « Portrait ». Celui-ci parle d'une réfugiée russe, arrivée en Egypte après la révolution. « C'est une ballade dans Alexandrie, en compagnie d'une vieille dame de

quatre vingt trois ans qui nous conte ses souvenirs ».

Les problèmes matériels, tout affligeants qu'ils soient ne découragent pas pour autant Asma, qui prépare actuellement son troisième film, un long métrage cette fois-ci. Sur fond politico social, une intrigue policière nous plongera dans le monde fantastique des mo-

mies. « L'action se déroulera en 2500 avant Jésus Christ. Là encore, je m'attends à rencontrer quelques difficultés pour la production, nous avoue Asma, qui pour renflouer ses caisses et terminer son film travaille comme assistante sur des tournages de films commerciaux. Venue au cinéma, par le biais d'études littéraires,

Asma est une autodidacte, formée au contact d'autres réalisateurs, comme Youssef Chahine. Des projets plein la tête, Asma n'attend pas que le feu vert pour les concrétiser.

OURIA OUMAI

Pour copie contacter Jean Lescure 22 rue d'Artois, Paris 75008.

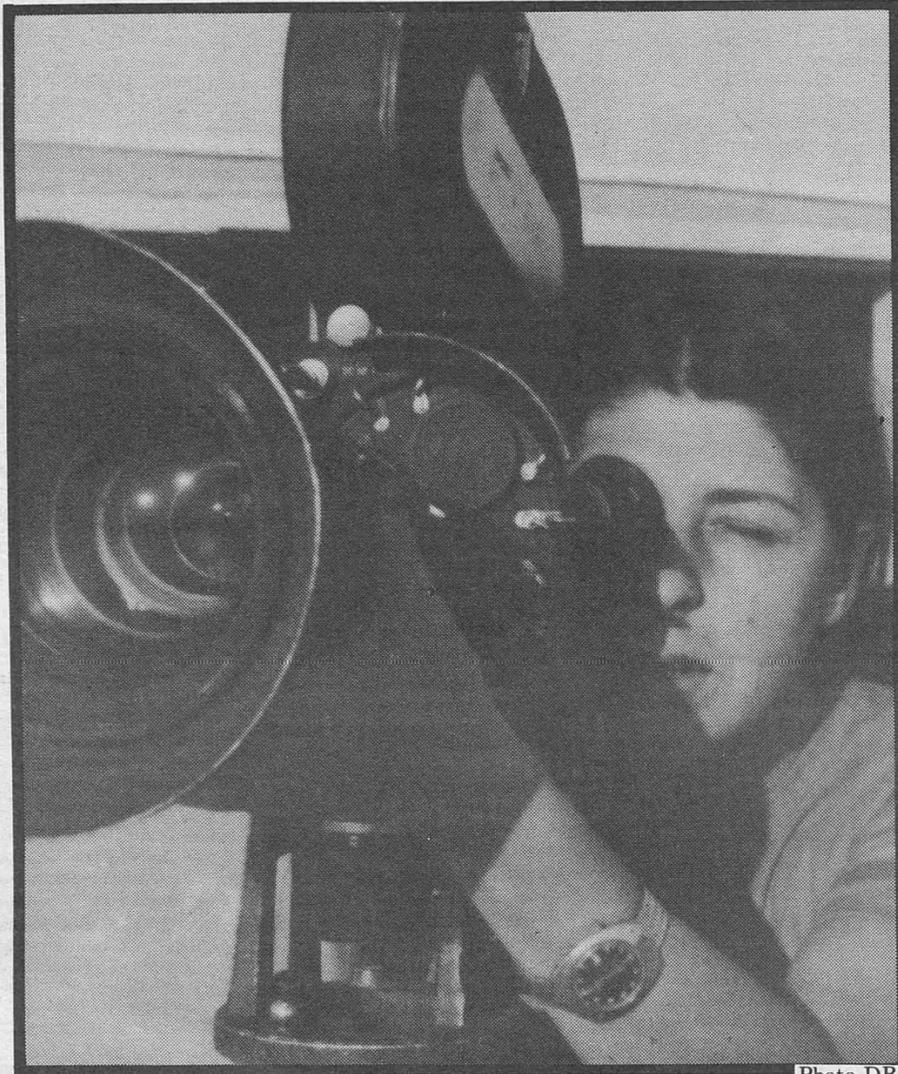


Photo DR

MYRIAM MAKEBA REINE DE L'AFRIQUE

Pendant trois jours le public de l'hippodrome de Pantin était composé de Noirs et de Blancs pour applaudir Myriam Makeba. Elle s'exprime en français. Français qu'elle pense mauvais et s'en excuse par la boutade « J'ai été colonisé par les Anglais »... avec tout ce que cela suppose... D'ailleurs ce soir elle ne veut pas parler d'eux... mais son discours et dans ses chansons. Pourtant elle nous dit le plus ingénument du monde « Je ne chante pas la politique... je chante la vérité » une vérité qui frappe à la porte du quotidien... de celui qui vit là-bas ou ici... Là-bas chez elle, là où elle a laissé ses racines : l'Afrique du Sud.

Que ce soit en Anglais, dans sa langue maternelle, ou en d'autres langues africaines; que ce soit sous forme de mélodies, de rythmes endiablés, d'onomatopées... Myriam vibre encore et dans un même élan entraîne le public avec elle. Elle présente chacune de ses chansons en les illustrant. « La Révolution passe par l'amour... et on ne peut faire la Révolution que si l'on aime le peuple... ». Le public à chacune de ses présentations est tout ouï pour cette grande dame qui sait qu'elle charme encore... elle soutient l'unité africaine et le chante haut et fort. Elle nous fait découvrir un poète sud africain qui lui écrit la plupart de ses chansons. L'une concerne le travail des enfants dans les mines de diamant avec le réquisitoire suivant « L'Afrique est le continent le plus riche et son peuple le plus pauvre... ». « L'Afrique l'opprimée... doit prendre les armes et savoir

mourir... ». Pour elle « Africa must be free... ». Elle parvient à nous convaincre que le « Vent d'Ouest » balaiera partout l'usurpateur; un vent qui a commencé à souffler du Nord et terminera sa course de liberté vers le Sud. Elle nous chante la liberté du Continent africain qui ne saurait tarder... à commencer par le Mozambique, la Guinée, son pays d'adoption depuis 1968 dont elle a rendu hommage à son « bien aimé Sékou Touré ».

Malgré qu'elle soit grand-mère trois fois elle n'a rien perdu de son dynamisme. Sa fille Boungui qui lui écrit aussi des chansons est là pour la relayer. Une voix à briser les murs et à faire frémir même les plus réticents; un corps à la fois gazelle et serpent, avec des gestes d'une grâce à faire rêver les grandes étoiles de ballet... Myriam s'efface souvent derrière sa fille et son poète sud africain mais n'en demeure pas moins présente. Son orchestre composé de guadeloupéen, de Guinéens, et de Noirs Américains sont comme elle dit « tous des enfants de l'Afrique... ».

Myriam crie, pleure, rit, parle, sourit, chante, danse et tout cela à la fois. Elle chante l'Afrique, son oppression avec une conviction telle que vous aviez envie de lever le poing en criant avec elle l'Afrique doit être libre... libre... et elle le sera. Elle termine par ce au-revoir lourd de conséquences : « On nous a volé à notre pays quand nous étions petits... mais ils ne savaient pas combien c'était dangereux... ».

Anthea

COLLOQUE

Un colloque sur le racisme, l'antisémitisme se tiendra les 15 et 16 mars au FIAP rue Cabanis Paris 5e, proposé par le CNP, l'Association Médicale Franco-Palestinienne, le CEDETIM, le Mouvement pour le Désarmement, la Paix et la Liberté, « Sans Frontière », l'Union des Juifs Arabes en France, liste incomplète et toujours pas close...).

Ce colloque est une invitation à l'analyse, à la réflexion, au débat. L'efficacité malfaisante et active du racisme dans la vie des sociétés humaines n'a pas été abolie par la réfutation scientifique du racisme - telle que l'ONU et l'UNESCO l'ont établie voici déjà plusieurs décennies. Il constitue par là-même un puis-

sant facteur de conservation de l'ordre social et politique existant. L'antisémitisme, terme pour désigner la haine des Juifs et les théories prônant leur exclusion, la négation de leurs droits et finalement leur extermination, s'est épanoui de façon contemporaine au racisme colonial. On a pourtant coutume de le citer ou de le mentionner « à part ». Cette marginalisation du racisme anti-juif peut découler d'intentions fort diverses : magnifiantes, comme celles de nombreux « judéophiles » proclamés, qui refusent la « banalisation » de l'antisémitisme en tant que « simple » racisme, ou minimisantes, comme le sont les apologies ouvertes ou voilées de et antisémitisme que

Bebel appelait déjà, au siècle dernier, le « socialisme des imbéciles ». Pourtant l'antisémitisme est bel et bien un racisme, et non un catégorisme en soi. « Contre-racisme » opposé à l'antisémitisme européen, le sionisme a engendré en Palestine un nationalisme authentiquement raciste, incarné dans un Etat officiellement consacré à la discrimination institutionnalisée entre Juifs et « Non-Juifs ». Si on refuse ainsi de « banaliser » le sionisme, l'antisémitisme peut lui-même, c'est vrai, couvrir diverses attitudes et hypothèses racistes antijuives. C'est précisément cette occurrence que dénoncent les sionistes en amalgamant antisémitisme et anti-sémitisme.

Création à Marseille d'un centre d'information et de documentation sur l'immigration et le Maghreb.

La présence dans notre région d'une communauté maghrébine forte de plus de 253 000 personnes.

La proximité et la liaison historique de la région, tant à l'époque coloniale que depuis, avec le Maghreb.

Le climat actuel en France, où l'immigration est interpellée par le Gouvernement sur la question du Retour, et qui pose implicitement le problème de la situation des pays d'origine.

Autant d'éléments qui préchent pour la création d'un Centre « Maghreb » qui serait un lieu d'information, de documentation et

de réflexion sur : la situation dans les pays d'origine - les mouvements sociaux culturels et politiques qui animent les pays maghrébains.

Il s'agit donc :
1) - de recueillir et de diffuser le maximum d'informations sur le pays; le silence des médias rend ce travail urgent.

2) - de créer une bibliothèque ouverte au public ainsi qu'un centre de presse du pays.

3) d'impulser un certain nombre de rencontres, de débats. Un grand nombre de chercheurs et d'étudiants étrangers et français mènent des travaux très intéressants. A ce jour le résultat de ces recherches reste confiné au milieu universitaire et ne connaît pas de

grande diffusion. Le Centre devrait être le lieu de convergence de ces travaux et des questions que se posent les organisations, les groupes de solidarité français - immigrés, et tout le secteur associatif.

D'une manière générale, le CENTRE doit accumuler et diffuser les éléments d'informations à l'immigration et à la population française. Ce travail est nécessaire à la compréhension de la situation actuelle, et la maîtrise des changements en cours au pays d'origine et dans l'immigration.

Le Centre va prendre la forme d'une association 1901 pour tout contact : Mr et Mme Faure La Grognerde Bat A4 Marseille 13011 Tél (91) 44 76 18.

APPEL



PARIS

Cinéma

« Les femmes en Algérie » : la vie d'une jeune mère dans un village algérien.

« Elles » : La vie quotidienne des jeunes filles à Alger. Ces deux films sont proposés par l'Association Franco-Arabe et seront suivis d'un débat sur la femme algérienne animé par Ali Ghalem qui dédicacera son livre « Une femme pour mon fils ». Le 28 mars à 20H30 au Centre Chaillot Galtera 28, avenue Georges V Paris 8ème.

Musique-Danse

Trio X Breteau, Il Chautemps, S. Kessler jouent du jazz au Dunois, 28 rue Dunois Paris 13ème, à 20H30m
Stévanovik Madmile AU Centre International de Séjour de Paris (CIS), 10 rue Ravel Paris 12ème, le 21 mars à 14H et 15H30 au CIS Paris 12ème, gratuit.

Chérif Allouri le 19 mars à 14 H et 15H30, toujours au CIS, gratuit.

Lemchaheb le dimanche 23 mars à 15H, salle de la Mutualité.

Le Groupe Khamsa propose « Arabesque à voir et à entendre », le « Trio Fawzi Al Aïdy » à la Chapelle des Lombards, 62 rue des Lombards Paris 1er, le dimanche 23 mars à 18H.

Théâtre

Les Bloqnan, « Un grand sac de contes d'Ivoire » en matinées scolaires au Théâtre Noir 23 rue des Cendriers Paris 20ème, les 19 et 20 mars à 15H.

Rancho Infante de Sartrouville spectacle d'enfants portugais au Centre International de Paris 10, rue Mauricie Ravel Paris 10ème le 22 mars à 14H et 15H30. Gratuit.

« Une histoire des mille et une nuits dans Korba », por-

tant sur l'actualisation de la culture islamique à travers les contes des « Mille et une nuits ». Recherche de ressemblances entre les personnages du conte et les gens du village. Au centre Georges Pompidou, Bibliothèque des Enfants, salle d'Actualité, rez-de-chaussée jusqu'au 31 mars.

BANLIEUE

Cinéma

Montreuil « Et demain » de Brahim Borbaï dans le cadre de la semaine de solidarité avec le peuple tunisien organisée par l'Association Française d'Amitié et de Solidarité avec les Peuples d'Afrique (AFASPA) et le Centre Culturel Communal de Montreuil, 23 avenue Jean Moulin. Le 13 mars à 20H30.

Massy Bako « L'autre rive » de J. Champreux, Sénégal 1978 au Centre P. Bailliart, 1 allée du Québec, 91000 Massy. Tél. 920 57 04. Le dimanche 16 mars à 17H.

« Elles » : la vie quotidienne des jeunes filles à Alger. Court métrage de Lalle, toujours au centre Paul Bailliart le samedi 15 mars à 18H et 20H.

Montages vidéo proposés par Espaces Migrants : Lutte à la Sonacotra, La 2ème Génération, Les jeunes, les femmes. Pour tous renseignements 920 57 04.

Creil Films de jazz sur Duke Ellington, Louis Armstrong, Billie Holiday... à 15H.

Issy les Moulineaux Un film tunisien le vendredi 21 à 20H30 et le 22 à 15H à la MJC 31 boulevard Gambetta. Entrée 6F, Tél. 554 67 28, et 3F pour les chômeurs.

Musique-Danse

Argenteuil : Jacques Higelin le 28 mars à 20H45.

BEZONS Isabel et Angel Para : chants chiliens le 15 mars à 21H.

Corbeil Essones Steve Pacy Quintet : jazz le 25 mars.

Creil Archie Sheep Quartet le 14 mars à 20H30.

Jazzobus : orchestre New Orleans à partir de 16H dans différents quartiers de Creil le 15 mars.

Pierre Calligaris trio plus Jazzobus à 18H à la Maison Creilloise des Loisirs le 15 mars à 18H.

Virginia Vee, Kenny Clarke, Lou Bennet, J. Ch. Chapon, Ch. Escoude, J.C. Quintet : hommage à Louis Armstrong au Centre Culturel à 20H30 le 15 mars.

Montrouge François Béranger à 21H le 13 mars.

Nanterre Lamine Konte et ses musiciens dans le cadre d'une semaine sénégalaise qui se tiendra du 10 au 15 mars au FIAPAD 19 rue S Allende le 15 mars à 20H30.

Antony Prosper Nkouri à la maison des Quartiers des Bas-Graviers le 11 mars Prosper Nkouri à l'université de Paris X (Nanterre).

Elsa Wollaston et ses musiciens à la Maison des Quartiers du Mont-Blanc le 14 mars.

Coulommiers Ballets Lemba à la salle des fêtes les 16, 17 et 18 mars à 21H.

Massy Ahmed Ben Diab avec Claude Louis et Math Semba le 14 mars à 20H45 au Centre Paul Bailliart 1 allée du Québec. 920 57 04.

José Afonso : chants de la révolution portugaise le 14 mars à 20H45, toujours au centre Paul Bailliart. Entrée 10/15F.

Théâtre

Massy Troupe populaire Kahina joue « Famille Ben Jelloul

en France depuis 25 ans » au Foyer Sonacotra Victor Basch rue V. Basch 930 01 70. Le 15 mars à 20H.

Au même centre, le même jour, couscous à 21H. Participation 15F. (selon le nombre de participants).

Dernier Prosopopée de Khaled Salehddine interprété et mise en scène par Hamma Meliani au Relai 85 bis rue Ménilmontant Paris 20ème, Métro Ménilmontant, jusqu'au 16 mars 1980. Le spectacle traite de l'incarcération et de la torture. Thèmes autour desquels est organisé un débat après chaque représentation, avec la participation d'organisations différentes chaque jour. Renseignements : 636 14 24.

PROVINCE

Strasbourg Le Clapest Musi-

que danse, fête sa dixième année d'existence et organise une fête avec la participation de Hedi Guella (chanteur tunisien), une chanteuse et un orchestre turc, un groupe musical marocain, Miriam Motta et Dos Santos (chants du Brésil), Chorale à cœur joie de Rosheim, un groupe ibérique, ensemble des jeunes Chiliens, danses laotiennes, groupe celtique. Stands d'artisanat, expositions diverses, buvette et buffet (couscous, knaks, pâtisseries orientales...). Bon de soutien en vente au Clapest donnant droit à l'entrée gratuite. Entrée libre aux enfants accompagnés. Clapest : 8 rue du Faubourg de Saverne (88) 22 12 93.

La Seyne sur Mer Jazz à la Seyne avec les Hot Chocolate les 14 et 15 mars au matin dans la zone piétonne et au CNIM. Quartet Petruciani et Quintet Bop le 15 mars à 21H, à la salle Guillaume Apollinaire. Didier Lockwood le 16 mars à 15H. Vincent Seno et Jean-Loup Longnon le 18 mars à 21H à la Salle Guillaume Apollinaire.

Dijon « Fêtes et danses en Afrique et à Madagascar » jusqu'au 16 mars, proposée par le Groupe d'Etudes et de Recherches pour le Développement des Agronomies Tropicales).

St Jean de la Ruelle A la MJC Lenonnaud Djamel Allam

(chanteur poète et kabyle à la salle des Fêtes à 21H le 21 mars.

Aubagne Expositions collectifs de platiciens arabes : Hassan Massoudy (Irak), Fatiha Rahou (Algérie), Ahmed Ben Dhiab (Tunisie), Nacer Khemir (Tunisie) au centre culturel communal d'Aubagne (42) 70 16 65 jusqu'au 27 mars.

St Jean de la Ruelle « Ça va, ça va très bien » le 22 mars à 20H30 à la MJC.

St Jean de la Ruelle Semaine d'animation et information sur le Maghreb du 18 au 22 mars à la MJC Lenonnaud : débat sur les réglementations de l'immigration (lois Bonnet, Boulin et Stoléru) le 18 mars à 20H30. « Les Ambassadeurs » de N. Ktari le 20 mars à 18H et 20H30.

Béziers « Voyage en capital » de Akika le 15 mars à 18H à la MJC, suivi d'une bouffe et d'une fête avec de la musique arabe. Le même film, le 17, à 20H30 au Foyer des Migrants.

Exposition sur l'immigration toute la semaine à la MJC.

Les lois sur l'immigration, objet du débat organisé au Palais des Congrès le 12 mars.

DERIVES

« Droit et liberté », mensuel du Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les peuples, à l'occasion du Festival du cinéma qu'il organisait du 29 février au 8 mars, a sorti un numéro spécial.

« Cinéma et racisme ». L'illustration en couverture a été réalisée par le dessinateur maghrébin Saladin. Au sommaire : 80 de racisme et d'antiracisme au cinéma : écran de fumée, écrans de lumière. Festival d'Amiens des films pour se comprendre. Le cinéma noir américain entre le black business et le black power. Puis des entretiens avec Safi Faye et Mohamed Alkama. On peut se procurer ce « Spécial cinéma » au 120 rue St Denis Paris 2ème. Tél : 233 09 57.

Le 13 mars à 18H30, soirée Ivo Andric : promotion du livre « La soif et autres nouvelles ». Ce recueil de nouvelles est présenté à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Ivo

Andric qui fut lauréat du Prix Nobel de Littérature et qui a fait connaître la littérature yougoslave contemporaine dans le monde entier. Au centre Culturel de la RSF de Yougoslavie, 123 rue St Martin Paris 4ème.

Le 15 mars à 17H, journée yougoslave : journée de rencontres, de discussions et de connaissance de la Yougoslavie par le film, la musique, les expositions de peinture, de broderies et de parures nationales, d'informations toutes récentes sur la Yougoslavie par le moyen de vidéocassettes. Au centre Culturel de la RSF de Yougoslavie 123, rue Saint Martin Paris 4ème.

Cours de Berbère à Montigny les Corneilles le samedi de 15H à 19H à la Maison des Grouettes. Pour les enfants : le samedi de 13 à 15H, 6 rue Neuve des Boulets dans le 11ème.

Naissance d'un groupe femmes portugaises à Paris. Pour tout contact : Judith : 074 20 15 ou Sophie : 5 rue Alasseur, Paris 15ème. M° La Motte Picquet.

La revue Autrement publie un petit livret expliquant leurs différentes activités (entre autres, publication d'un dossier « Culture Immigrée » et communiquant les différents dossiers encore disponibles. Elle publie également « Paris mode d'emploi » : un guide, un bouquin pour le jour, la nuit, la vie.

L'Office Municipal des Migrants de Créteil organise le 15 et 16 mars un week-end à la neige au Puy de Dôme. Inscriptions ouvertes au prix de 170F par personne tout compris. Pour tout renseignement : 5, rue Félix Maire à Créteil (à côté de l'Eglise). Ou tél. 203 63 63.

TELEVISION

Programme de l'émission Mosaïque du 16 mars : FR3 de 10H30 à 12H. « Portrait d'une mère de famille », portrait d'une femme immigrée, les différents aspects de la vie, les problèmes et les espoirs d'une mère de famille.

Zilouca (Espagne), Meksa (Algérie), Milena (Yougoslavie) Manuel Dos Santos et José Goncalves (Portugal).

Djamila présentera le film « Noces de sang » de S. Ben Barka (Maroc).

Youssef Chahine présentera son film Alexandrie Pourquoi ? (Egypte).

L'association Française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (AFASPA) et le Centre Culturel Communal de Montreuil (23 rue Jean Moulin à Montreuil) organise une semaine de solidarité avec le peuple tunisien du 13 au 21 mars. Au programme : « Et demain » de Brahim Barbaï le 13 mars à 20H30. La lettre ouverte de Raouf Ben Yaghlane par l'Atelier Théâtre Forum, le 14 mars à 20H30. Entrée : 10F. La pièce traite des événements du 26 janvier 1978. C'est une lettre ouverte à tous ceux qui écrivent, qui militent, qui parlent de refoulement de la jeunesse. Sa lettre ouverte, c'est Oum Keltoum, Abel Halim, Hafez... pour aboutir ensuite au suicide et à l'autodestruction. Durant cette semaine se déroulera également une exposition-photos sur l'expression corporelle dans l'immigration, avec quelques documents de presse sur les événements en Tunisie. Egalement, le 21 mars à 20H30, soirée de solidarité à la Bourse du Travail de Montreuil.

COMMUNIQUE

Meeting contre la répression aux USA, le samedi 15 mars à 20H à l'AGECA 177 rue de Charonne, Paris XIème.

Aux USA nombreux sont ceux qui luttent contre la police qui assassine noirs, chicanos, porto-ricains, tous chômeurs en puissance. Après les exactions du Ku Klux Klan, lors d'une manif anti-impérialiste, la police a pris le relais. 78 manifestants interpellés en janvier 79. 16membres du

RCP sont poursuivis en justice dont Bob Avakian, président du CC, et sont passibles d'une peine pouvant aller jusqu'à 241 années de prison. Plusieurs organisations de divers pays appellent à un meeting de solidarité (PCR du Chili, Union des Etudiants de Turquie, Association des travailleurs de Turquie en France, Ocml, Canada en lutte, union des étudiants iraniens, Ocfml, Ucfll, voie prolétarienne.



Photo DR

Pour «Sans Frontière»:

un appel du coeur

Nous avons écrit Sans Frontière dans la lutte. Nous l'avons écrit jour après jour et cela depuis bien avant sa « naissance ». Beaucoup se disent « Comment est né un journal depuis ces 12 pages (n°01) tirées à 8000 exemplaires ? » C'était un pari, un pari de fous ?

Beaucoup ont dit « comment allez-vous lancer un journal sans argent sans soutien ? »

Pas possible !

Surtout aujourd'hui le militantisme : c'est fini !

Et pourtant ! En sept numéros Sans Frontière a pris le cap. Belle présentation, belles photos, belle maquette.

Tous bénévoles, mais de plus en plus d'encouragements.

Une place était là.

Les premiers chèques, les premiers abonnés, les premiers bravos !

Est-ce possible ?

Et pourtant cela avance !

Tout comme ces voix qui sont montées des usines et des quartiers populaires, des sans droits des temps modernes s'exprimaient et levaient la tête.

Lois de l'immigration, parquage dans les prisons, les commissariats et les préfectures. Papiers s'il vous plaît.

Regards d'angoisse autour de soi !

Et pourquoi donc se taire au moment où des dizaines de lettres nous arrivent : belles de poésie, de maladresse aussi.

Journal clair mais fait pourtant de bric et de broc, de dépenses personnelles et de serremments de ceinture.

Et c'était toujours il faut tenir, tenir dans le temps, tenir dans les kiosques.

Ne plus être misérabiliste mais... l'argent est le nerf de la guerre !

Il faut bouffer !

Combien de fois l'ai-je entendu autour de moi et dans l'équipe. Car « l'équipe » se forme, immigrés, Français, jeunes et moins jeunes étaient là.

Tous les jours le cahier de bord de la rue Stéphenson était épluché par tous.

Un hebdo est-ce possible ?

Novembre 79, le N°1 « Sans Frontière » dans les kiosques !

A l'imprimerie c'est la joie les NMPP prennent le relais. On savait que cela allait être dur.

Sans publicité, sans argent, pouvait-on tenir ?

Et bien voilà le numéro 9 dans nos mains. Samedi soir dans les locaux de Libé la ruche se met en marche et on y arrive !

Alors pourquoi cet hebdo ?

Et bien il faut prendre le cap. Tout

comme les premières grèves d'usine, les premiers expulsés, ceux qui sont revenus, ceux qui ne sont jamais partis. Tout comme les premières manifs.

Et ma première grève de la faim, un journal en France de l'immigré : tunisien, marocain, algérien, camerounais, portugais, espagnol, italien, turcs, mauriciens, antillais, sénégalais, arméniens et tous les autres, de l'est et de l'ouest et un beau journal à côté de tous les autres dans les kiosques disant notre amour et nos luttes, nos créations et notre quotidien.

C'est possible en France un cadeau fait de toutes nos façons de parler de nos pays, en cadeau pour ceux qui savent la valeur des mots qui surgissent du cœur et qui mixtent nos différentes cultures pour en faire un phare inaliénable. Et pourquoi en français ?

Et bien parce que nous vivons en France où nous sommes quatre millions.

Et que nous avons voulu nous adresser à tous au delà des frontières, aux Français autour de nous et qui vivent avec nous, aux Belges, aux Canadiens, au delà des frontières.

Un appel est toujours un cri du cœur !

Mon appel fait suite aux efforts fournis par tous pendant cette année que l'on vient de passer.

Enfin de réunir ces 50 millions de centimes le plus rapidement possible.

Sans Frontière doit se faire connaître et tous les amis se mobiliser par des fêtes, des dons, demander le journal au kiosque afin que les invendus n'asphyxient plus le journal.

Invendus désigne tous les journaux qui retournent aux NMPP qui assurent la distribution dans tous les kiosques. Cela coûte cher.

Nous devons équilibrer les ventes dans tous les coins. Pour cela un effort de tous doit être nécessaire.

Nous ne pouvons avoir des inspecteurs de vente partout ; cela coûte cher. Chacun de nous doit en parler autour de soi et le faire connaître.

Sans Frontière peut vivre, doit vivre par le soutien de nous tous.

Une partie de l'équipe devra être rémunérée, quelques permanents devront s'occuper des tâches administratives, faire les envois et aller en reportage.

Le plus urgent c'est aussi un local pour travailler car jusqu'à ce jour tout a été artisanal.

Pour cela :

2500 personnes qui donnent 200F, c'est possible et rapide. La vie immédiate de Sans Frontière en dépend.

Hamza BOUZIRI

Sans Frontière, journal immigré !

Sans Frontière fait par des immigrés et pour des immigrés. Sans Frontière Sans Frontière amour, Sans Frontière galère.

Sans Frontière paraît depuis un an donc, et pour ce faire, doit user d'un petit subterfuge légal, sous forme de carte d'identité jaune : avoir un directeur de publication de nationalité française même si Khali Hamoud, notre directeur, n'est pas plus français que Bob Marley ou que n'importe quel Afghan à massacrer !

Nous aurions pu dès la gestation de l'espoir Sans Frontière choisir un personnalité de renom, un cache sexe, un cache droits ; mais nous avons voulu inscrire dès le départ une revendication en filigrane de notre projet, celui du droit (à conquérir pour quatre millions d'étrangers) à faire un journal dans ce pays, le plus légalement du monde.

Car légalement ce droit nous est refusé, alors que cela fait au moins un siècle qu'il y a des immigrés dans ce pays !

La loi est claire, nette, tranchante ! La loi sur la presse est pour nous synonyme d'une guillotine de notre parole, de nos analyses, de nos divergences.

L'existence des dictatures de chez nous et d'ailleurs, des goulags rampants, des prisons surchargées de voix libres, ne peut légitimer cette injustice qui existe ici en France.

Nous le disons bien haut et bien clair : nous voulons que cette loi change, que n'importe quel immigré ait le droit de faire son journal, son torchon ou sa revue sur papier glacé !

On peut prendre la question de l'immigration comme on veut mais on ne peut nier ces deux faits : les immigrés n'ont pas la liberté d'expression ni la liberté d'association.

Pour les inscrire dans la table des lois de la France, Sans Frontière doit vivre, et pour cela a besoin de votre soutien, de vos initiatives !

«Sans Frontière est possible pour lui et pour moi»

Une plage de souvenirs derrière moi, ma vie, celle de tout le monde. Pas question d'une différence, juste le soleil mythique et les chants, les rythmes plutôt auxquels je suis restée sensible. Aujourd'hui les années 80 « m'appartiennent ». Quelquefois le flip, quelquefois le rire, mais fini le militantisme. Je me démerde et comme mes copines françaises je suis branchée. La différence joue en sourdine, et quelquefois explose à la surface quand les propos se font racistes. Sursauts de conscience humaniste devant les conditions de vie qui sont faites aux « autres » immigrés. Car pour moi-même il y a longtemps que j'ai fermé ma gueule sur ce genre de problème : j'ai tellement voulu croire ceux qui me disent que mon identité n'a rien à voir avec mon pays d'origine. Je suis tellement « francisée », il n'y a pas à en douter je suis une enfant du siècle, avant d'être une enfant d'immigré.

L'immigré c'est mon père, la solitude basanée le dimanche sur les bancs des jardins publics. Je n'ai ni patrie, ni pays, même si les arguments anti-algériens me serrent le cœur.

Et pourtant à Barbès, entre l'Algérie et la France, je me sens une enfant du pays. Et un jour — est-ce un hasard — au bistrot du coin Momo parle et je l'écoute. Un procès fait à Sans Frontière par le député du dix-huitième. Et j'espère. D'autres immigrés. Savoir peut-être qui nous sommes et surtout ne plus taire mes difficultés d'être, faire éclater le rôle étriqué que l'on m'assigne, même s'il est moins douloureux que celui de mon frère sur les chantiers ou celui de mon père dont j'ai été séparé par un prétendu « statut privilégié ». Sans Frontière est possible pour lui et pour moi, en recherche, porteur de nos forces et de nos révoltes.

Zoulikha TARGUI.



Photo Iran Abdelwahab

sans frontière